REGLEMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT DANS L'INNOVATION

FCPI CAPITAL INVEST PME

Fonds Commun de Placement dans l'Innovation
Article L. 214-41 du Code Monétaire et Financier

Il est constitué à l'initiative de :

La Société de gestion	Le Dépositaire
OMNES Capital	CACEIS Bank France
37-41 rue du Rocher 75008 Paris Identifiée sous le n° 428 711 196 RCS Paris N° d'agrément : GP 00-028	1-3, place Valhubert 75013 Paris Identifiée sous le n° 692 024 722 RCS Paris

Les Délégués <i>(délégations partielles du Quota Amorçage)</i>	
ELAIA Partners	ISAI Gestion
53, rue de Ponthieu 75008 Paris Identifiée sous le n° 443 990 668 RCS Paris N° d'agrément GP 03-003	25, rue Béranger 75003 Paris Identifiée sous le n° 508 804 507 RCS Paris N° d'agrément GP 10000010

Un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation (ci-après désigné le « Fonds ») régi par les articles L. 214-36 et L. 214-41 du Code Monétaire et Financier, et ses textes d'application (loi, décret, règlement, arrêté), ainsi que par le présent règlement (ci-après désigné « Règlement »), agréé par l'Autorité des Marchés Financiers le 28 mars 2008.

NB : L'attention des porteurs de parts est attirée sur le fait que les références aux dispositions légales et réglementaires figurant dans le présent document sont celles en vigueur à la date de constitution du Fonds.

AVERTISSEMENT

L'Autorité des Marchés Financiers appelle l'attention des souscripteurs sur les risques spécifiques qui s'attachent aux Fonds Communs de Placement dans l'Innovation (FCPI).

Lors de votre investissement, vous devez tenir compte des éléments suivants :

- Le Fonds va investir au moins 60% des sommes collectées dans des entreprises à caractère innovant ayant moins de 2.000 salariés et n'étant pas détenues majoritairement par une ou plusieurs personnes morales. Les 40% restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers autorisés par la réglementation, par exemple des actions ou des fonds (ceci étant défini dans le règlement et la notice du FCPI) ;
- La performance du Fonds dépendra du succès des projets de ces entreprises. Ces projets étant innovants et risqués, vous devez être conscients des risques élevés de votre investissement. En contrepartie des possibilités de gain associées à ces innovations et de l'avantage fiscal, vous devez prendre en compte le risque de pouvoir perdre de l'argent ;
- Votre argent peut être en partie investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur liquidative de vos parts sera déterminée par la société de gestion, selon la méthodologie décrite dans le règlement du Fonds, sous le contrôle du Commissaire aux comptes du Fonds. Le calcul de la valeur liquidative est délicat ;
- Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, le seuil de 60% précédemment évoqué devra être respecté dans un délai maximum de 2 exercices et vous devez conserver vos parts pendant au moins 5 ans. Cependant, la durée optimale de placement, n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait d'investissement du Fonds dans des entreprises dont le délai de maturation peut être plus long ;
- Le rachat de vos parts par le Fonds peut dépendre de la capacité de ce dernier à céder rapidement ses actifs ; il peut donc ne pas être immédiat ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue. En cas de cession de vos parts à un autre porteur de parts, le prix de cession peut également être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

L'AMF attire l'attention des souscripteurs sur le fait que la délivrance de son agrément ne signifie pas que le produit présenté est éligible aux différents dispositifs fiscaux. L'éligibilité à ces dispositifs dépendra notamment du respect de certaines règles d'investissement au cours de la vie de ce produit, de la durée de détention ainsi que de la situation individuelle de chaque souscripteur.

Au 30 novembre 2007, les taux d'investissement dans les entreprises éligibles des FCPI créés par OMNES Capital sont les suivants :

FCPI	Date de création	Quote-part investie en titres éligibles au Quota Innovation au 30 novembre 2007	Date butoir pour respecter le Quota Innovation
Crédit Lyonnais Innovation 6	déc-04	63,73%	31 mai 2007
LCL Innovation 1	déc-05	38,24%	31 mai 2008
LCL Innovation 2	déc-06	14,01%	31 mai 2009
LCL Innovation 2007	déc-07	0%	31 mai 2010

(1) Déterminé conformément aux dispositions de l'article R.214-59 du Code Monétaire et Financier

SOMMAIRE

TITRE I	5
DENOMINATION – ORIENTATION DE LA GESTION – DUREE	5
ARTICLE 1 – DENOMINATION	5
ARTICLE 2 – ORIENTATION DE LA GESTION DU FONDS	5
2.1 CONTRAINTES LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES DE COMPOSITION DE L'ACTIF DU FONDS	5
2.1.1. QUOTAS ET RATIOS.....	5
2.1.2. MODE DE CALCUL DES QUOTAS ET RATIOS	7
2.2 MODIFICATION DES TEXTES APPLICABLES	7
2.3 OBJET / POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU FONDS	7
2.3.1. OBJET	7
2.3.2. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU FONDS	7
2.4 PRINCIPES ET RÈGLES DE RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET DE CO-INVESTISSEMENTS	10
2.4.1 RÉPARTITION DES DOSSIERS D'INVESTISSEMENTS ENTRE LES PORTEFEUILLES GÉRÉS PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION	10
2.4.2 RÈGLES DE CO-INVESTISSEMENTS AVEC LES AUTRES VÉHICULES D'INVESTISSEMENT GÉRÉS PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION OU AVEC DES SOCIÉTÉS QUI LUI SONT LIÉES AU SENS DE L'ARTICLE R214-68 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER (« SOCIÉTÉS LIÉES »)	10
2.4.3 CO-INVESTISSEMENTS INTERDITS	11
2.4.4 TRANSFERTS DE PARTICIPATIONS.....	11
2.4.5 PRESTATIONS DE SERVICES ET DE CONSEILS EFFECTUÉES AUPRÈS DE SOCIÉTÉS DU PORTEFEUILLE	12
ARTICLE 3 – PORTEURS DE PARTS	12
ARTICLE 4 – DUREE	13
TITRE II	13
ACTIFS ET PARTS	13
ARTICLE 5 – CONSTITUTION ORIGINELLE DE L'ACTIF	13
ARTICLE 6 – PARTS DE COPROPRIETE	13
6.2 NOMBRE ET VALEUR DES PARTS	13
6.3 DROITS ATTACHÉS AUX PARTS	14
6.3.1 DROITS RESPECTIFS DE CHACUNE DES PARTS	14
6.3.2 EXERCICE DES DROITS ATTACHÉS À CHACUNE DES PARTS	14
6.3.3 FORME DES PARTS	14
ARTICLE 7 – SOUSCRIPTION ET LIBERATION DES PARTS	15
ARTICLE 8 – RACHAT DES PARTS	15
ARTICLE 9 – TRANSFERT DES PARTS	16
ARTICLE 10 – EVALUATION DES ACTIFS DU FONDS	16
ARTICLE 11 – VALEUR LIQUIDATIVE DES PARTS	17
ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PORTEURS DE PARTS	18
TITRE III	18
SOCIETE DE GESTION – DEPOSITAIRE – COMMISSAIRE AUX COMPTES – REMUNERATIONS	18
ARTICLE 13 – LA SOCIETE DE GESTION	18
ARTICLE 14 – LE DEPOSITAIRE	19

ARTICLE 15 – LE COMMISSAIRE AUX COMPTES	19
ARTICLE 16 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	19
TITRE IV	21
COMPTES ET RAPPORTS DE GESTION	21
ARTICLE 17 – COMPTABILITE	21
ARTICLE 18 – INFORMATIONS PERIODIQUES	21
ARTICLE 19 – REVENUS DISTRIBUABLES	22
ARTICLE 20 – REPARTITION/ DISTRIBUTION D’AVOIRS EN ESPECES	22
TITRE V	23
FUSION – SCISSION – DISSOLUTION – LIQUIDATION	23
ARTICLE 21 – FUSION – SCISSION	23
ARTICLE 22 – PRE-LIQUIDATION	23
ARTICLE 23 – DISSOLUTION	23
ARTICLE 24 – LIQUIDATION	24
TITRE VI	24
DIVERS	24
ARTICLE 25 – MODIFICATION DU RÈGLEMENT	24
ARTICLE 26 – CONTESTATION – ÉLECTION DE DOMICILE	24

TITRE I

DENOMINATION – ORIENTATION DE LA GESTION – DUREE

ARTICLE 1 – DENOMINATION

Le Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, désigné ci-après par l'abréviation « Fonds », a pour dénomination :

FCPI CAPITAL INVEST PME

Dans tous actes et documents se rapportant au Fonds, cette dénomination doit toujours être suivie des mentions suivantes :

- Fonds Commun de Placement dans l'Innovation – article L. 214-41 du Code Monétaire et Financier
- Société de gestion : OMNES Capital, 37-41 rue du Rocher 75008 Paris, n° d'agrément : GP 00-028, n° 428 711 196 RCS Paris
- Dépositaire : CACEIS Bank France, siège social : 1 - 3 Place Valhubert 75013 Paris, n° 692 024 722 RCS Paris.

ARTICLE 2 – ORIENTATION DE LA GESTION DU FONDS

2.1 Contraintes légales et réglementaires de composition de l'actif du Fonds

Les dispositions décrites ci-dessous concernent uniquement les contraintes légales et réglementaires visées par le code monétaire et financier et ses textes d'application.

2.1.1. Quotas et ratios

a) Conformément aux articles L. 214-36 et L. 214-41 du Code Monétaire et Financier, le Fonds est un fonds commun de placement à risques dont l'actif doit être investi, au plus tard lors de l'inventaire de clôture de l'exercice suivant celui de sa constitution et jusqu'à sa date d'entrée en période de pré-liquidation telle que définie à l'article 22 du Règlement, pour 60% au moins, dont 6% au moins dans des entreprises au capital inférieur ou égal à 2.000.000 d'euros, (ci-après désigné les « **Quotas Innovation** ») dans :

(i) des titres participatifs ou de capital, ou donnant accès au capital, y compris parts de sociétés à responsabilité limitée ou de sociétés dotées d'un statut équivalent dans leur Etat de résidence,

(ii) des avances en compte courant consenties, pour la durée de l'investissement réalisé, à des sociétés dans lesquelles le Fonds détient au moins 5% du capital (dans la limite de 15% de l'actif du Fonds),

étant précisé que les titres, parts ou avances en compte courant visées aux (i) et (ii) prises en compte pour le calcul des Quotas Innovation devront être émises par (ou consenties à) des sociétés

^{1°/} non cotée ou dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros et dont les titres sont admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen mais dans la limite de 20 % de l'actif du Fonds, pour celles qui sont cotées sur un marché réglementé,

^{2°/} qui ont leur siège dans un Etat membre de la Communauté Européenne, ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention

fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale,

^{3°/} qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si leur activité était exercée en France,

^{4°/} qui comptent moins de 2.000 salariés,

^{5°/} dont le capital n'est pas détenu majoritairement, directement ou indirectement, par une ou plusieurs personnes morales ayant des liens de dépendance avec une autre personne morale, lesquels liens sont réputés exister lorsque l'une détient directement ou par personne interposée la majorité du capital social de l'autre ou y exerce de fait le pouvoir de décision, ou bien lorsqu'elles sont placées l'une et l'autre dans les conditions qui précèdent sous le contrôle d'une même tierce société,

^{6°/} et qui remplissent l'une des conditions suivantes

- avoir réalisé, au cours des trois exercices précédents, des dépenses cumulées de recherche d'un montant au moins égal au tiers du chiffre d'affaires le plus élevé réalisé au cours de ces trois exercices,
- ou justifier de la création de produits, procédés ou techniques dont le caractère innovant et les perspectives de développement économique sont reconnus, ainsi que le besoin de financement correspondant (label BPI France anciennement OSEO-ANVAR).

Les conditions visées au ^{4°/} et au ^{6°/} ci-dessus s'apprécient lors de la première souscription ou acquisition de ces titres par le Fonds.

Par ailleurs, sont également éligibles au Quota d'Innovation, les titres de capital non cotés ou de faible capitalisation boursière (dans la limite de 20% pour les titres cotés sur un marché réglementé), émis par des sociétés holding

- qui répondent aux conditions ^{1°/}, ^{2°} ^{3°/}, ^{4°/}, ^{5°/} d'éligibilité au Quota Innovation,
- qui détiennent exclusivement des participations non cotées ou de faible capitalisation boursière représentant au moins 75% du capital de sociétés
 - qui remplissent les conditions d'éligibilité, à l'exception de celles tenant à l'effectif et au capital,
 - qui ont pour objet, soit la conception ou la création de produits, de procédés ou de techniques dont le caractère innovant et les perspectives de développement économique sont reconnus, soit l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale,
- qui détiennent, au minimum, une participation mentionnée ci-dessus dont l'objet social est la conception ou la création de produits, de procédés ou de techniques dont le caractère innovant et les perspectives de développement économique sont reconnus.

b) L'actif du Fonds peut être employé (ratios de division des risques) à :

(i) 10% au plus en titres d'un même émetteur (ce ratio est porté à 20% en cas d'admission des titres sur un marché d'instruments financiers ou d'échange contre des titres cotés),

(ii) 35% au plus en actions ou parts d'un même organisme de placement collectif en valeurs mobilières,

(iii) 10% au plus :

- en actions ou parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières relevant de l'article L. 214-35 du Code Monétaire et Financier (OPCVM à vocation générale bénéficiant d'une procédure allégée),
- en parts d'un même FCPR bénéficiant d'une procédure allégée,

- en titres ou droits d'entités mentionnées au b) du 2 de l'article L. 214-36 du Code Monétaire et Financier constituées dans un pays de l'OCDE autre que la France (ci-après désignées une ou des « **Entité(s) Etrangère(s)** »).

(iv) 15% au plus en avances en compte courant consenties à des sociétés dans lesquelles le Fonds détient au moins 5% du capital.

Les ratios de division des risques visés au présent (i), (ii) et (iii) du b) doivent être respectés à l'expiration d'un délai de deux exercices à compter de l'agrément du Fonds par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le ratio de division des risques de 15% visé au (iv) du (b) applicable aux comptes courants doit être respecté au plus tard lors de l'inventaire de clôture de l'exercice suivant l'exercice de la constitution du Fonds.

c) Le Fonds ne peut détenir, ni s'engager à souscrire ou acquérir (ratios d'emprise) :

(i) plus de 35% du capital ou des droits de vote d'un même émetteur,

(ii) plus de 20% du montant total des titres ou droits et des engagements contractuels de souscription d'une même Entité Etrangère ou d'un même FCPR bénéficiant d'une procédure allégée,

(iii) plus de 10% des actions ou parts d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières ne relevant pas du b) du 2 de l'article L. 214-36 du Code Monétaire et Financier, soit 10% des actions ou parts d'un OPCVM à vocation générale.

Les ratios d'emprise visés au présent c) doivent être respectés à tout moment.

2.1.2. Mode de calcul des Quotas et ratios

Les Quotas et ratios mentionnés au paragraphe 2.1.1 sont calculés selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

2.2 Modification des textes applicables

Si l'un des textes d'application impérative visés au Règlement ou applicable au Fonds était modifié, les nouvelles dispositions seront automatiquement appliquées et le cas échéant intégrées dans le Règlement.

2.3 Objet / Politique d'investissement du Fonds

2.3.1. Objet

Le Fonds a pour objet le placement des sommes souscrites et libérées par les porteurs de parts en vue de la constitution d'un portefeuille diversifié de participations.

2.3.2. Politique d'investissement du Fonds

(a) Le "Fonds" a pour objet d'investir 60% des sommes collectées, dans des entreprises à caractère innovant ayant moins de 250 salariés et n'étant pas détenues majoritairement par une ou plusieurs personnes morales, dont 6% au moins dans des entreprises qui ont un capital inférieur ou égal à 2 millions d'euros.

En outre, la société de gestion investira dans des sociétés permettant de bénéficier de la réduction et de l'exonération relative à l'Impôt sur la Fortune à hauteur de 60% du montant total des souscriptions, étant précisé que compte tenu de la réglementation actuelle, quarante (40) % de l'actif du Fonds doit être constitué de titres émis par des sociétés constituées depuis moins de cinq ans (le « **Quota Amortage** »).

Il s'agit de sociétés :

- (i) pouvant être qualifiées de petite et moyenne entreprise¹ (PME),
- (ii) exerçant exclusivement une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités de gestion de patrimoine mobilier, notamment celui des organismes de placement en valeurs mobilières et des activités de gestion ou de locations d'immeubles,
- (iii) ayant leur siège social dans un état membre de la Communauté Européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale,
- (iv) étant soumise à l'Impôt sur les Sociétés dans les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France,
- (v) n'ayant pas ses titres admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger,
- (vi) étant en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion au sens des lignes directrices concernant les aides d'État visant à promouvoir les investissements en capital investissement dans les petites et moyennes entreprises (2006/C 194/02),
- (vii) ne pouvant être qualifiables d'entreprises en difficulté ou relever des secteurs de la construction navale, de l'industrie houillère ou de la sidérurgie,
- (viii) n'ayant pas reçu au cours d'une période de douze mois des versements excédant un plafond fixé par décret.

(b) Les investissements du Fonds dans les sociétés permettant d'atteindre et respecter le Quota Amorçage seront réalisés par la Société de gestion directement et par

(i) la société **ELAIA Partners**, société par actions simplifiée au capital de 192.000 euros, ayant son siège social 53, rue de Ponthieu – 75008 Paris, agréé par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 03-003, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 443 990 668 (« **ELAIA** ») ;

(ii) la société **ISAI Gestion**, société par actions simplifiée au capital de 240.400 euros, ayant son siège social 25, rue Béranger – 75003 Paris, agréé par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 10000010, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 508 804 507 (« **ISAI** »).

La Société de gestion a souhaité en effet déléguer à ELAIA et ISAI (ensemble les « **Délégués** ») la gestion financière d'une partie des actifs du Fonds, dans la limite de la somme de deux millions cinq cent mille (2.500.000) euros (le « **Montant Délégué** ») afin que ceux-ci soient **exclusivement** investis dans des titres de sociétés susceptibles d'être pris en compte **cumulativement** dans le Quota Innovation de 60% et dans le Quota Amorçage. La part du Montant Délégué dont la gestion est confiée à ELAIA s'élève à un million sept cent mille (1.700.000) euros (le « **Montant Délégué ELAIA** »), tandis que celle confiée à ISAI s'élève à huit cent mille (800.000) euros (le « **Montant Délégué ISAI** »).

Les sociétés dans lesquelles le Fonds aura investi, dans le cadre de la gestion par ELAIA du Montant Délégué ELAIA constitueront le « **Portefeuille Délégué ELAIA** », dont la gestion sera assurée par ELAIA. De la même manière, les sociétés dans lesquelles le Fonds aura investi, dans le cadre de la gestion par ISAI du Montant Délégué ISAI constitueront le « **Portefeuille Délégué ISAI** », dont la gestion sera assurée par ISAI. Le Portefeuille Délégué ELAIA et le Portefeuille Délégué ISAI constitueront ensemble le « **Portefeuille Délégué** ».

La Société de gestion conserve la gestion administrative du Fonds.

La Société de gestion demeurera responsable de la gestion de la partie de l'actif du Fonds ainsi déléguée, conformément aux dispositions de l'article 313-77 du Règlement général de l'AMF.

2.3.2.1. Part de l'actif investi en titres éligibles au quota innovant de 60 %

¹ figurant à l'annexe I du règlement n° 70/2001 de la commission du 12 janvier 2001, modifié par le règlement CE 364/2004 du 25 février 2004.

La politique d'investissement du Fonds privilégiera les prises de participations minoritaires sous forme de valeurs mobilières dans des sociétés éligibles au quota innovant de 60%.

En règle générale, le Fonds privilégiera l'investissement dans des sociétés durant leur phase de création, de lancement, ou dans les premières étapes de leur développement. L'analyse des projets d'investissement portera en particulier sur l'attractivité du marché concerné, les sources d'avantages concurrentiels du projet et sur le potentiel de l'équipe dirigeante à le mettre en œuvre.

Le Fonds interviendra dans une large gamme de secteurs de l'industrie et des services et investira en particulier, mais sans que cette liste soit limitative, dans des sociétés présentes sur les marchés des technologies de l'information, de la communication, de l'électronique, des télécommunications, des équipements informatiques, de la fourniture de services informatiques ou à contenu technologique ainsi que dans les secteurs des sciences de la vie (pharmacie, biotechnologie, équipements médicaux...).

Mais le Fonds pourra également investir dans d'autres secteurs d'activité pourvu que les entreprises satisfassent au quota innovant de 60% et présentent des perspectives de valorisation réelle.

Les investissements seront principalement réalisés dans des sociétés ayant leur siège dans un Etat de l'Union Européenne.

Le montant des prises de participation dans les sociétés du portefeuille sera d'un montant maximum égal à 10% de l'actif du Fonds.

Le Fonds pourra également investir dans des sociétés cotées sur un marché non réglementé (notamment marché Alternext et marché libre) éligibles au quota innovant à hauteur d'au moins 60% de l'actif du Fonds.

Pendant les cinq (5) premières années à compter de la constitution du Fonds, la Société de gestion pourra réinvestir l'intégralité des sommes, produits et plus-values qui auront été perçus par le Fonds à raison de la cession d'investissements dans des sociétés éligibles au quota innovant.

Dans l'attente de leur investissement dans des sociétés éligibles au quota innovant selon la politique d'investissement exposée ci-dessus, les sommes collectées lors de la souscription seront placés de manière identique à la part de l'actif investie en titres non éligibles au quota.

Si le Fonds est investi à plus de 50% dans d'autres OPCVM, les frais de gestion de ces derniers ne pourront excéder 5% HT (soit 5,98% TTC – TVA 19,6%) de leurs actifs nets respectifs.

Le porteur de parts peut être exposé à un risque actions d'au maximum 60% de l'actif du Fonds.

2.3.2.2. Part de l'actif investi en titres non éligibles au quota innovant (40% au plus)

Dans l'attente d'un potentiel développement de la part de l'actif du Fonds investie en titres de sociétés éligibles au quota, les sommes collectées lors de la souscription seront placées, dans le cadre d'une gestion diversifiée, en fonction de l'évolution du contexte économique soit (i) en OPCVM monétaires et obligataires ou produits assimilés (notamment Dépôt à terme, Bon du Trésor, Bon à Moyen Terme Négociable (BMTN), Certificat de Dépôt Négociable (CDN, Titre de Créance Négociable (TCN) ...), soit (ii) en instruments financiers (notamment actions, obligations, bons de souscriptions ...) français ou étrangers cotés ou non cotés sur un marché en fonctionnement régulier, ou en droits représentatifs d'un placement financier et en titres de créances négociables.

Le Fonds n'investira pas dans des fonds de droit étranger ayant une orientation de gestion hautement spéculative (« Hedge Funds »).

Le porteur de parts peut être exposé à un risque actions d'au maximum de 40 % de l'actif du Fonds. Le porteur de parts peut être exposé à un risque de taux et de change d'au maximum 40% de l'actif du Fonds.

La Société de Gestion pourra, en vue de préserver les actifs du Fonds, investir dans des instruments financiers de couverture à terme ou optionnels afin de supporter éventuellement un risque de taux ou un risque de change (notamment contrats à terme sur valeurs mobilières, indices ou devises, contrats à terme sur taux d'intérêt, contrats d'échanges ou swaps, contrats d'option, warrants, à l'exception des contrats sur marchandises et denrées).

2.3.2.3. Divers

Le Fonds pourra procéder à des prêts en espèces sous forme d'avances en compte courant, dans les limites prévues par la réglementation, à des sociétés du portefeuille notamment dans une perspective de capitalisation.

Le Fonds pourra procéder accessoirement à des emprunts d'espèces notamment afin de faire face à des décalages de trésorerie, dans les limites prévues par la réglementation.

2.4 Principes et règles de répartition des investissements et de co-investissements

2.4.1 Répartition des dossiers d'investissements entre les portefeuilles gérés par la Société de gestion

Les dossiers d'investissements sont systématiquement affectés par segment d'investissement (équipes de gestion dédiées aux segments d'investissements : Risque, Développement & Transmission, Marché Secondaire, Mezzanine, Energie) dont ils relèvent selon le type d'intervention proposé.

Au sein d'un même segment d'investissement, ils font l'objet de co-investissements entre certains véhicules d'investissement gérés. Les règles applicables sont déterminées en prenant en compte pour chaque véhicule : sa politique d'investissement, ses engagements de souscription ou ses fonds propres, les contraintes spécifiques relatives à ses quotas fiscaux et ratios d'actif et de passif, et ses disponibilités de trésorerie. Elles sont fixées par le Président du directoire de la Société de gestion, sur proposition des responsables de chaque segment, au début de chaque année civile pour l'année en cours, mais pourront toutefois être ajustées en cours d'année, pour tenir compte des modifications éventuelles intervenues dans le périmètre de référence initial. Les règles de répartition et leurs modifications éventuelles font l'objet d'une communication spécifique dans le premier rapport de gestion du Fonds publié après la date d'effet de leur entrée en vigueur.

Ces dispositions cessent de s'appliquer dès lors que les titres concernés font l'objet d'une cotation sur un marché d'instruments financiers.

2.4.2 Règles de co-investissements avec les autres véhicules d'investissement gérés par la Société de gestion ou avec des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article R214-68 du Code Monétaire et Financier (« Sociétés Liées »)

Le Fonds pourra co-investir au même moment, dans une nouvelle société, avec d'autres véhicules d'investissement gérés par la Société de gestion ou avec des Sociétés Liées, dès lors que ces co-investissements se réalisent à des conditions équivalentes à l'entrée comme à la sortie (lorsqu'elle est conjointe), en tenant compte des situations particulières des différents fonds (situation au regard des ratios réglementaires, solde de trésorerie disponible, période de vie du fonds, incapacité à signer une garantie d'actif ou de passif, ...).

Le Fonds pourra également investir dans des entreprises dans lesquelles il ne détient pas encore de participation mais dans lesquelles un ou plusieurs des véhicules d'investissement gérés par la Société de gestion et/ou une ou plusieurs Sociétés Liées ont déjà investi, sous réserve (i) de l'intervention d'au moins un investisseur extérieur à un niveau significatif ou (ii), de façon exceptionnelle, sur le rapport de deux experts indépendants dont éventuellement le Commissaire aux Comptes du Fonds.

Ces dispositions cessent de s'appliquer dès lors que les titres concernés font l'objet d'une cotation sur un marché d'instruments financiers.

2.4.3 Répartition des dossiers d'investissements entre les portefeuilles gérés par chaque Délégué – Règles de co-investissement avec les autres véhicules d'investissement gérés par le Délégué concerné ou avec des Sociétés Liées audit Délégué

Chaque Délégué n'intervenant à ce jour que sur le segment d'investissement du Risque, il n'y a pas lieu de répartir les dossiers d'investissements entre différents segment d'investissement.

Les dossiers d'investissement feront l'objet de co-investissements entre les différents véhicules d'investissement gérés, directement ou par délégation, par le Délégué concerné (et tout particulièrement entre les différents véhicules d'investissement dont la Société de gestion a délégué partiellement la gestion audit Délégué). Les règles applicables seront fonction (i) du montant de l'investissement et (ii) de la prise sous gestion, directement ou par délégation, par le Délégué concerné d'un ou plusieurs nouveaux véhicules d'investissement. Ces règles seront fixées d'un commun accord entre la Société de Gestion et le Délégué concerné, et pourront à tout moment être modifiées d'un commun accord. Les règles de répartition et leurs modifications éventuelles font l'objet d'une communication spécifique dans le premier rapport de gestion du Fonds publié après la date d'effet de leur entrée en vigueur.

Le Fonds pourra ainsi co-investir au même moment, dans une nouvelle société, avec d'autres véhicules d'investissement gérés par le Délégué concerné ou avec des Sociétés Liées audit Délégué, dès lors que ces co-investissements se réalisent à des conditions équivalentes à l'entrée comme à la sortie (lorsqu'elle est conjointe), en tenant compte des situations particulières des différents fonds (situation au regard des ratios réglementaires, solde de trésorerie disponible, période de vie du fonds, incapacité à signer une garantie d'actif ou de passif, ...).

Le Fonds pourra également investir dans des entreprises dans lesquelles il ne détient pas encore de participation mais dans lesquelles un ou plusieurs des véhicules d'investissement gérés par le Délégué concerné et/ou une ou plusieurs Sociétés Liées audit Délégué ont déjà investi, sous réserve (i) de l'intervention d'au moins un investisseur extérieur, à un niveau significatif, ou (ii) à défaut, sur le rapport de deux experts indépendants dont éventuellement le Commissaire aux Comptes du Fonds.

Ces dispositions cessent de s'appliquer dès lors que les titres concernés font l'objet d'une cotation sur un marché d'instruments financiers.

2.4.4 Co-investissements interdits

Chacun des Délégués, ses dirigeants, mandataires sociaux, salariés, personnes agissant pour son compte ou mises à sa disposition ne pourront pas co-investir aux côtés du Fonds.

De la même manière, la Société de gestion, ses dirigeants, mandataires sociaux, salariés, personnes agissant pour son compte ou mises à sa disposition ne pourront pas co-investir aux côtés du Fonds.

Cette interdiction ne vise pas les titres détenus par une ou plusieurs des personnes mentionnées aux deux paragraphes précédents en vue d'y défendre les intérêts de la Société de gestion, du Délégué concerné ou des structures qu'ils gèrent, notamment pour siéger dans les organes de direction ou de surveillance des sociétés du portefeuille. A cette occasion, la Société de gestion, le Délégué concerné, leurs dirigeants, mandataires sociaux et/ou personnes agissant pour leur compte ou mises à leur disposition pourront être amenés à détenir aux côtés du Fonds des titres en capital des sociétés du portefeuille.

Tout co-investissement visé aux articles 2.4.2 et 2.4.3 ci-dessus fera l'objet d'une mention spécifique dans le rapport annuel du Fonds.

Au titre des articles 2.4.2 et 2.4.3, le rapport décrira, le cas échéant, les motifs pour lesquels aucun investisseur tiers n'est intervenu et justifiera, le cas échéant, l'opportunité de l'investissement complémentaire ainsi que son montant.

2.4.5 Transferts de participations

Les transferts de participations détenues depuis moins de douze mois entre le Fonds et une Société Liée à la Société de gestion (ou entre le Fonds et une Société Liée à l'un des Délégués s'il s'agit d'une participation du Portefeuille Délégué géré par ce dernier) sont autorisés. Ils feront l'objet d'une mention écrite dans le rapport annuel du Fonds. Ce rapport indiquera l'identité des lignes à prendre en compte, leur coût d'acquisition et la méthode d'évaluation de ces cessions contrôlée par un expert indépendant sur rapport du Commissaire aux Comptes et/ou la rémunération de leur portage.

S'agissant des transferts de participations détenues depuis plus de douze mois entre le Fonds et une Société Liée à la Société de gestion (ou entre le Fonds et une Société Liée à l'un des Délégués s'il s'agit d'une participation du Portefeuille Délégué géré par ce dernier), ceux-ci sont permis lorsque le Fonds est entré en période de pré-liquidation. Dans ce cas, les cessions sont évaluées par un expert indépendant sur rapport du Commissaire aux Comptes du Fonds. Ils feront l'objet d'une mention écrite dans le rapport annuel du Fonds. Ce rapport indiquera l'identité des lignes à prendre en compte, leur coût d'acquisition et la méthode d'évaluation de ces cessions contrôlée par un expert indépendant sur rapport du Commissaire aux Comptes et/ou la rémunération de leur portage.

Enfin, les transferts de participations entre le Fonds et d'autres portefeuilles gérés par la Société de Gestion ou par l'un des Délégués ne peuvent être réalisés que s'ils sont autorisés par la réglementation en vigueur et dans les conditions qu'elle préconise.

2.4.6 Prestations de services et de conseils effectuées auprès de sociétés du portefeuille

Les salariés ou dirigeants de la Société de gestion et/ou de chacun des Délégués agissant pour leur propre compte ne réaliseront pas de prestations de services rémunérées au profit du Fonds ou des sociétés dans lesquelles le Fonds a investi ou envisage d'investir.

Si une Société Liée à la Société de gestion ou à l'un des Délégués est appelée à réaliser des prestations au profit du Fonds ou d'une société dans laquelle le Fonds détient une participation ou dont l'acquisition est projetée, le choix du prestataire, s'il est, selon les cas, du ressort de la Société de gestion ou du Délégué concerné, sera décidé en toute autonomie, après mise en concurrence et avec le souci permanent de la prépondérance de l'intérêt des porteurs de parts du Fonds sur toute autre considération. Si ces prestations sont effectuées par une Société Liée à la Société de gestion ou à l'un des Délégués, elles devront être réalisées dans des conditions de marché habituelles, en toute équité et transparence et devront être formalisées par un devis, un contrat ou un mandat.

Le montant net (après impôt et taxes applicables) des honoraires perçus par la Société de gestion et/ou le Délégué concerné à raison des prestations de conseils fournies à des sociétés dont le Fonds détient des titres, viendra en réduction de la commission de gestion à percevoir par la Société de gestion, au prorata de la participation détenue par le Fonds dans ces sociétés.

Toutes les prestations de services facturées au Fonds, ainsi que celles facturées par la Société de gestion et/ou l'un des Délégués aux sociétés du portefeuille doivent être détaillées dans le rapport annuel mis à la disposition des porteurs de parts qui doit notamment mentionner l'identité des bénéficiaires, la nature des prestations et leur montant global.

ARTICLE 3 – PORTEURS DE PARTS

(a) Les parts A du Fonds pourront être souscrites et détenues par toutes personnes physiques, à condition qu'aucune d'entre elles, agissant directement ou par personne interposée (conjoint, ascendant ou descendant) ne détienne plus de 10% des parts du Fonds. Elles pourront également être détenues par des personnes morales.

(b) Les parts B sont réservées à la Société de gestion, à chacun des Délégués, à leurs salariés et mandataires sociaux, aux personnes physiques ou morales en charge de la gestion du Fonds désignées par le Président du directoire de la Société de gestion (et ce sur proposition de chacun des Délégués s'agissant des personnes participant à la gestion de leur quote-part du Montant Délégué), ainsi qu'aux actionnaires directs et indirects de la Société de gestion.

ARTICLE 4 – DUREE

Le Fonds est créé pour une durée de six ans à compter de sa constitution, sauf les cas de dissolution anticipée visés à l'article 23 du Règlement.

Le Fonds est constitué au jour de la délivrance par le Dépositaire de l'attestation de dépôt des fonds.

Afin d'assurer la liquidation des investissements effectués, cette durée peut être prorogée par la Société de gestion en accord avec le Dépositaire pour deux périodes successives de deux (2) ans chacune.

TITRE II

ACTIFS ET PARTS

ARTICLE 5 – CONSTITUTION ORIGINELLE DE L'ACTIF

En application des dispositions de l'article D. 214-21 du Code Monétaire et Financier, le montant minimum des actifs que le Fonds doit réunir lors de sa constitution est quatre cent mille (400.000) euros.

Dès lors que ce montant minimum lui a été versé, le Dépositaire délivre à la Société de gestion une attestation de dépôt des fonds.

Cette attestation détermine la date de constitution du Fonds et précise les montants versés en numéraire.

ARTICLE 6 – PARTS DE COPROPRIETE

6.1 Catégorie de parts

Les droits des copropriétaires sont représentés par des parts de deux catégories A et B conférant des droits différents aux porteurs mentionnés à l'article 3.

Chaque part de même catégorie correspond à une même fraction de l'actif du Fonds.

L'actif du Fonds comprend les montants souscrits et libérés par les porteurs, augmentés des Produits Nets et des Plus Values Nettes du Fonds.

6.2 Nombre et valeur des parts

La valeur de souscription de la part A est de cent (100) Euros. Il ne pourra pas être souscrit un nombre de parts A inférieur à vingt (20). Il sera émis au maximum trois cent cinquante mille (350.000) parts A, correspondant au Montant Maximum de souscription de 35 Millions d'Euros (ci-après le « Montant Maximum des souscriptions »).

La valeur d'origine de la part B est de dix (10) Euros. Il sera émis au maximum sept mille (7.000) parts B. Les souscripteurs de parts B apporteront au maximum 0,20% des souscriptions du Fonds, ce qui leur donnera droit conformément aux stipulations de l'article 6.3 ci-dessous à 20% des Produits Nets et des Plus-Values Nettes réalisés par le Fonds au-delà du montant souscrit et libéré des parts B. Dans l'hypothèse où les porteurs de parts A ne percevraient pas le montant nominal de leurs parts, les porteurs de parts B perdront la totalité de leur investissement dans ces parts B.

6.3 Droits attachés aux parts

6.3.1 Droits respectifs de chacune des parts

Les parts de catégorie A ont vocation à recevoir, au-delà de leur montant souscrit et libéré, un montant égal à 80% du solde des Produits Nets et des Plus Values Nettes réalisés par le Fonds.

Les parts de catégorie B ont vocation à recevoir, au-delà de leur montant souscrit et libéré, un montant égal à 20% du solde des Produits Nets et des Plus Values Nettes réalisés par le Fonds.

Pour l'application du Règlement, les termes « Produits Nets et Plus Values Nettes du Fonds » désignent la somme :

- des bénéfices ou pertes d'exploitation à savoir la différence entre les produits (intérêts, dividendes, et tous produits autres que les produits de cession) et les charges (honoraires de transactions, commissions de la Société de gestion, honoraires du Dépositaire, honoraires du Commissaire aux Comptes, redevance de l'Autorité des Marchés Financiers, frais de banque, et tous autres frais relatifs à la gestion du Fonds), constatée depuis la constitution du Fonds jusqu'à la date du calcul,
- des plus ou moins-values réalisées sur la cession des investissements du portefeuille depuis la constitution du Fonds jusqu'à la date du calcul,
- des plus ou moins-values latentes sur les investissements du portefeuille, ces plus ou moins-values latentes étant déterminées sur la base de la valorisation des actifs comme il est dit à l'article 10 du Règlement à la date du calcul.

6.3.2 Exercice des droits attachés à chacune des parts

Les droits attachés aux parts A et B tels que définis à l'article 6.3.1 ci-dessus s'exerceront lors des distributions en espèces effectuées par le Fonds, quelle qu'en soit l'origine, selon l'ordre de priorité d'imputation suivant :

- en premier lieu, les porteurs de parts A, à concurrence d'une somme égale à l'intégralité des montants qu'ils ont libérés,
- en second lieu, les porteurs de parts B, à concurrence d'une somme égale à l'intégralité des montants qu'ils ont libérés,
- en troisième lieu, le solde, s'il existe, est réparti entre les porteurs de parts A et B à hauteur de 80% dudit solde pour les parts A et de 20% pour les parts B.

Au sein de chaque catégorie de parts la répartition des distributions s'effectuera au prorata du nombre de parts détenues.

6.3.3 Forme des parts

Le Dépositaire (ou le teneur de compte pour les parts A) délivre à chacun des porteurs de parts une attestation nominative de leur souscription ou acquisition et de toute modification de cette inscription.

La propriété des parts est constatée par cette inscription.

Elle comprend selon les cas la dénomination sociale, le siège social et le domicile fiscal du porteur de parts personne morale, et le nom, le prénom, la date de naissance et le domicile fiscal du porteur de parts personne physique.

Elle comprend également mention :

- du numéro d'ordre attribué par le Dépositaire,
- de la catégorie à laquelle appartiennent les parts détenues par le porteur considéré,
- de l'engagement de conservation des parts du porteur pendant 5 ans.

ARTICLE 7 – SOUSCRIPTION ET LIBERATION DES PARTS

7.1. Période de souscription

Les parts sont souscrites en numéraire et en parts entières pendant une période unique (ci-après la « **Période de souscription** ») s'étendant de la date d'agrément du Fonds jusqu'au 5 juin 2008 à 12h pour la souscription des parts A et jusqu'au 10 juin 2008 à 12h pour la souscription des parts B.

Les parts sont libérées par prélèvement sur le compte du souscripteur ou encaissement des chèques remis à la souscription.

La Société de gestion percevra des droits d'entrée (non acquis au Fonds) lors de chaque souscription qui ne pourront dépasser 5% nets de taxes des montants souscrits. Ces frais seront payables par les porteurs de parts au moment de la libération de leurs parts.

Les porteurs de parts seront engagés, de façon ferme et irrévocable sous réserve de la condition suspensive mentionnée ci-dessus, pour la somme correspondant au montant de leur souscription, par la signature du document intitulé « bulletin de souscription » fournie par la Société de gestion. Les parts sont émises après la libération des souscriptions.

La saisie des souscriptions est centralisée et le suivi des souscriptions est effectué quotidiennement. La Société de gestion pourra décider de mettre un terme par anticipation à la Période de souscription dès lors qu'elle aura obtenu un Montant Maximum de souscriptions de trente cinq millions (35.000.000) d'Euros. Dans ce cas, la Société de gestion en tiendra informé préalablement les réseaux distributeurs, ainsi que le Dépositaire, par tout moyen (courrier, télécopie, courriel, ...).

Si, à l'expiration de la Période de souscription, le montant de l'actif du Fonds est inférieur à cinq millions (5.000.000) d'Euros, la Société de gestion pourra décider de ne pas constituer le Fonds.

7.2. Libération des souscriptions

Les souscriptions sont uniquement effectuées en numéraire.

Les parts souscrites sont libérées intégralement au moment de la souscription.

Les parts sont émises après la libération intégrale du montant souscrit.

ARTICLE 8 – RACHAT DES PARTS

Les porteurs de parts A ne peuvent demander le rachat de celles-ci avant l'expiration de la durée de vie du Fonds, soit six (6) ans à partir de sa constitution, sauf en cas de prorogation(s) de la durée du Fonds décidée(s) par la Société de gestion conformément à l'article 4 du Règlement. Au terme de ce délai, les porteurs de parts A peuvent exiger la liquidation du Fonds si leurs demandes de rachat n'ont pas été satisfaites dans un délai d'un an.

Néanmoins, la Société de gestion pourra autoriser les porteurs de parts affectés par des circonstances exceptionnelles, à formuler une demande de rachat de leurs parts avant l'expiration de ce délai ; tel sera le cas si ces demandes sont motivées par un lien de causalité direct avec l'un des événements suivants ne remettant pas en cause les conditions initiales de souscription du porteur de parts :

- licenciement du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune (la notion de licenciement défini au sens du droit du travail est limitée strictement à la cessation du contrat à durée indéterminée),
- invalidité du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune correspondant au classement de la 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie prévu à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité Sociale,
- décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune.

Dans le cas de ces demandes de rachat exceptionnelles, la Société de gestion percevra une commission de rachat de 2% nets de toute taxe du prix de rachat.

Cependant, aucune demande de rachat ne peut être faite à compter de la date de décision de dissolution du Fonds, ni pendant les périodes de liquidation et/ou de pré-liquidation comme indiqué aux articles 22 à 24 du Règlement.

S'agissant des parts B, leurs porteurs ne pourront en obtenir le rachat qu'à la liquidation du Fonds ou après que les parts A émises aient été rachetées ou amorties à concurrence du montant auquel les parts A ont été libérées.

Les demandes de rachat des parts du Fonds, lorsqu'elles sont autorisées, sont adressées par les porteurs de parts à la Société de gestion ou son mandataire sous la forme d'un bordereau de rachat portant sur tout ou partie des parts. Le prix de rachat est égal à la valeur liquidative constatée au dernier arrêté semestriel précédant la demande de rachat. Le prix de rachat est fixé au jour de l'attestation et/ou certification dudit arrêté semestriel par le Commissaire aux Comptes du fonds.

Les rachats seront effectués au plus tard dans les 30 jours de la réception par la Société de gestion de l'attestation et/ou la certification de la valeur liquidative par le Commissaire aux Comptes.

En cas de démembrement de la propriété des parts du Fonds, la demande de rachat devra être faite conjointement par le(s) nu-proprétaire(s) avec l'(les) usufruitier(s). En cas d'indivision, la demande de rachat devra être faite conjointement par les co-indivisaires.

ARTICLE 9 – TRANSFERT DES PARTS

Par transfert de parts, il y a lieu d'entendre tout acte emportant mutation de parts à titre gratuit ou onéreux et notamment sans que cette liste soit limitative, successions, cessions, apports, donations, fusions, absorptions et/ou scissions affectant les porteurs de parts.

Les transferts de parts sont possibles à tout moment. La Société de gestion ne garantit pas la bonne fin de l'opération. Les parties fixent elles-mêmes la valeur de la part à retenir. A la demande du cédant, la Société de gestion communique la dernière valeur liquidative précédemment certifiée.

Toutefois les cessions de parts B ne peuvent intervenir qu'entre un porteur de parts B et une personne mentionnée à l'article 3 (b) ci-dessus. Ces cessions ne pourront être réalisées qu'après notification préalable à la Société de gestion et recueil de son agrément exprès à ladite cession.

Pour être opposable aux tiers et au Fonds, la cession doit faire l'objet d'une déclaration de transfert notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société de gestion, et signée par le cédant et le cessionnaire. La déclaration doit mentionner la dénomination (ou le nom), l'adresse postale et le domicile fiscal du cédant et du cessionnaire, la date de cession, le nombre de parts cédées, et le prix auquel la transaction a été effectuée. Cette déclaration fait ensuite l'objet d'une mention portée par le Dépositaire sur la liste des porteurs de parts.

ARTICLE 10 – EVALUATION DES ACTIFS DU FONDS

En vue du calcul de la valeur liquidative des parts de catégorie A et B prévue par l'article 11 ci-après, la Société de gestion procède à l'évaluation de l'Actif Net du Fonds à la fin de chaque semestre de l'exercice comptable.

La Société de gestion évalue les instruments financiers détenus par les véhicules d'investissement qu'elle gère selon les méthodes préconisées par le Guide International d'Evaluation à l'usage du Capital Investissement et du Capital Risque publié en octobre 2006 par l'IPEV Valuation Board (International Private Equity and Venture Capital Valuation Board).

Une synthèse des méthodes et critères contenus dans ce guide à laquelle entend se référer la Société de Gestion figure en annexe 1 du Règlement.

Si l'IPEV Valuation Board modifiait les préconisations contenues dans ce guide, la Société de Gestion pourra modifier en conséquence ces méthodes et critères d'évaluation, et dès lors, modifier librement les dispositions de l'annexe 1 du Règlement, sans recourir à la procédure de modification du Règlement. Dans ce cas, elle mentionnera les évolutions apportées à cette annexe dans son rapport de gestion annuel aux porteurs de parts.

ARTICLE 11 – VALEUR LIQUIDATIVE DES PARTS

La valeur liquidative des parts A et B est arrêtée semestriellement le dernier jour calendaire des mois de mai et novembre de chaque année. Les valeurs liquidatives semestrielles sont établies dans les huit semaines à compter de la fin de chaque semestre. La première valeur liquidative du Fonds sera établie le 30 novembre 2008.

La valeur liquidative des parts est disponible auprès de la Société de gestion et communiquée à tout porteur de parts qui en fait la demande dans les quinze jours de son établissement.

La Société de gestion peut établir des valeurs liquidatives plus fréquemment qui devront être attestées par le Commissaire aux comptes en vue d'effectuer des répartitions d'actifs du Fonds (distributions avec ou sans annulation de parts).

L'Actif Net du Fonds est déterminé en déduisant de la valeur des actifs du Fonds (évalués comme indiqué à l'Article 10), le passif exigible.

Le calcul de la valeur liquidative est déterminé de la manière qui suit :

Soit :

- M, le montant total libéré des souscriptions des parts A, diminué du montant total, apprécié à l'instant considéré, des distributions de toute nature déjà versées aux parts A depuis la constitution du Fonds (y compris par voie de rachat) ; M est réputé égal à zéro du jour où cette différence devient négative.
- M', le montant total libéré des souscriptions des parts B, diminué du montant total, apprécié à l'instant considéré, des distributions de toute nature déjà versées aux parts B depuis la constitution du Fonds (y compris par voie de rachat) ; M' est réputé égal à zéro du jour où cette différence devient négative.

Pour l'application du Règlement, les termes « Actif Net du Fonds » désignent la somme de M, M' majorée des Produits Nets et Plus Values Nettes du Fonds, tels que définis à l'article 6.3.1 ci-dessus, n'ayant pas encore fait l'objet d'une distribution ou répartition.

Pour le calcul de la valeur liquidative, l'Actif Net du Fonds est réparti comme suit entre chaque catégorie de parts :

a) si l'Actif Net du Fonds est inférieur ou égal à M :

- la valeur liquidative de l'ensemble des parts A est égale à l'Actif Net du Fonds,
- la valeur liquidative de l'ensemble des parts B est nulle.

b) si l'Actif Net du Fonds est supérieur à M et inférieur ou égal à M+M' :

- la valeur liquidative de l'ensemble des parts A est égale à M,
- la valeur liquidative de l'ensemble des parts B est égale à l'Actif Net du Fonds diminué de M.

c) si l'Actif Net du Fonds est supérieur à M + M' :

- la valeur liquidative de l'ensemble des parts A est égale à M augmenté de 80% de la différence entre l'Actif Net du Fonds et la somme de M+M',
- la valeur liquidative de l'ensemble des parts B est égale à M' augmenté de 20% de la différence entre l'Actif Net du Fonds et la somme de M+M'.

La valeur liquidative de chaque part d'une même catégorie est égale au montant de l'Actif Net du Fonds attribué à cette catégorie de parts divisé par le nombre de parts appartenant à cette catégorie.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PORTEURS DE PARTS

Chaque porteur dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts de la catégorie qu'il possède.

L'acquisition d'une part entraîne de plein droit l'adhésion au Règlement. Le Règlement peut être modifié selon les modalités décrites à l'article 25 du Règlement.

TITRE III

SOCIETE DE GESTION – DEPOSITAIRE – COMMISSAIRE AUX COMPTES – REMUNERATIONS

ARTICLE 13 – LA SOCIETE DE GESTION – LES DELEGATAIRES

La gestion du Fonds est assurée par la Société de gestion conformément à l'orientation définie à l'article 2 ci-dessus et aux dispositions du Règlement.

La Société de gestion représente les porteurs de parts dans toutes actions en justice, tant en demande qu'en défense, ainsi que pour tous les actes intéressant leurs droits et obligations.

Elle exerce en particulier tous les droits attachés à la détention des participations du Fonds.

La Société de gestion a toutefois délégué la gestion financière du Montant Délégué aux Délégués, lequel devra **exclusivement** être investi dans des titres de sociétés susceptibles d'être pris en compte **cumulativement** dans le Quota Innovation de 60% et dans le Quota Amorçage. La gestion du Portefeuille Délégué ELAIA sera assurée par ELAIA tandis que celle du Portefeuille Délégué ISAI sera assurée par ISAI.

La Société de gestion et les Délégués (concernant pour chacun d'entre eux sa quote-part de Montant Délégué) auront la responsabilité d'identifier, d'évaluer et de décider des investissements et désinvestissements en conformité avec le Règlement. Pour accomplir leur mission, la Société de gestion et les Délégués (concernant pour chacun d'entre eux sa quote-part de Montant Délégué) peuvent se faire assister dans un but exclusivement consultatif par tous experts et conseils de leur choix.

La Société de gestion, les mandataires sociaux et les salariés de la Société de gestion peuvent être nommés au sein des organes sociaux des sociétés dans lesquelles le Fonds a investi. De la même manière, chacun des Délégués, ses mandataires sociaux et/ou ses salariés peuvent être nommés au sein des organes sociaux des sociétés du Portefeuille Délégué dont il assure la gestion.

La Société de gestion rend compte de son activité et de celle de chacun des Délégués aux porteurs de parts dans un rapport annuel établi conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement.

La Société de gestion peut réaliser pour le compte du Fonds des opérations d'achat ou de vente à terme portant sur des valeurs non admises à la négociation sur un marché d'instruments financiers, ou sur des parts de SARL.

ARTICLE 14 – LE DEPOSITAIRE

Le Dépositaire assure la conservation des actifs du Fonds qui lui sont confiés, reçoit les souscriptions et effectue les rachats de parts, exécute les ordres de la Société de gestion concernant les achats et les ventes de titres, ainsi que ceux relatifs à l'exercice des droits de souscription et d'attribution attachés aux valeurs comprises dans le Fonds et dont il assure la conservation.

Il établit une liste nominative et chronologique des souscriptions et de rachat de parts effectuées dans les conditions définies aux articles 7 et 8 ci-dessus et assure tous les encaissements et paiements sur instruction dûment documentée.

Il contrôle au moins une fois par semestre l'inventaire des actifs compris dans le Fonds. En outre, le Dépositaire atteste l'inventaire du Fonds à la clôture de chaque exercice. Ces documents peuvent être consultés par le Commissaire aux Comptes et par les porteurs de parts qui en font la demande.

Le Dépositaire s'assure de la régularité des décisions de la Société de gestion. Le cas échéant, il prend toute mesure conservatoire qu'il juge utile. En cas de litige avec la Société de gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers.

ARTICLE 15 – LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un Commissaire aux Comptes est désigné par la Société de gestion pour une durée de six exercices.

Le Commissaire aux Comptes effectue les diligences et contrôles prévus par la Loi et notamment certifie la sincérité et la régularité des comptes annuels et atteste les indications de nature comptable contenues dans les rapports de gestion.

ARTICLE 16 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Rémunération de la Société de gestion

La rémunération annuelle de la Société de gestion est égale à 3,2% nets de toutes taxes :

(i) du montant total des souscriptions libérées, net de la valeur initiale des parts rachetées à l'initiative des porteurs dans le cadre de l'article 8 du Règlement, ceci durant une période de 6 ans à compter de la constitution du Fonds ; puis

(ii) du montant de l'Actif Net du Fonds (avec prise en compte, pour le trimestre concerné par le paiement, du dernier Actif Net certifié par le Commissaire aux comptes disponible au premier jour dudit trimestre) tel que ce terme est défini à l'article 11 du Règlement, ceci à compter de la 7^{ème} année suivant la constitution du Fonds, étant toutefois alors précisé que le montant ainsi pris en considération sera plafonné au montant total visé au (i) précédent.

Il est précisé qu'à ce jour, la Société de gestion n'a pas opté pour la TVA. Sa rémunération serait majorée de tout droit ou taxe, et notamment de la TVA qui deviendrait exigible en cas de modification de la réglementation ou d'option en vertu de l'article 260 B du CGI.

La rémunération de la Société de gestion est payable à terme échu, le dernier jour de chaque trimestre civil.

Si un terme de paiement de la rémunération de la Société de gestion était payé pour une période inférieure à trois mois, le montant du terme considéré serait calculé *pro rata temporis*.

La rémunération de la Société de gestion sera réduite du montant net des honoraires (après impôt et taxes applicables) de prestations de conseils perçus par la Société de gestion et/ou éventuellement par chacun des Délégués de la part des sociétés du portefeuille du Fonds. Cette réduction correspond à la quote-part de ces honoraires nets multipliée par le prorata de la participation détenue par le Fonds dans la société du portefeuille en question.

Rémunération du Dépositaire

La rémunération annuelle du Dépositaire, payée par le Fonds, s'élèvera à 0,10% HT soit 0,1196% TTC du montant de l'actif net certifié par le Commissaire aux Comptes avec un montant minimum forfaitaire annuel de 5.000 euros HT soit 5980 euros TTC.

La rémunération du Dépositaire sera versée semestriellement à terme échu. Si un exercice n'a pas une durée de douze (12) mois, la rémunération du Dépositaire est calculée *pro rata temporis* pour chaque mois ou fraction de mois compris dans l'exercice.

L'actif net certifié à la fin du semestre précédant le semestre échu servira de base au calcul de cette rémunération. Aucune rémunération ne sera due au titre de la période précédant la date de calcul de la première valeur liquidative.

Rémunération du Commissaire aux Comptes

La rémunération annuelle du Commissaire aux Comptes sera au maximum de 10.764 euros TTC et sera à la charge du Fonds.

Frais d'administration du Fonds

Le Fonds paiera tous frais externes liés à l'administration du Fonds, tels que les frais de tenue de comptabilité, les primes d'assurance notamment SOFARIS, y compris l'assurance couvrant la responsabilité éventuelle des mandataires sociaux, les frais juridiques, fiscaux ou autres (notamment ceux occasionnés pour l'évaluation des actifs du Fonds), ainsi que les frais liés aux réunions de porteurs de parts et aux rapports ou autres documents préparés pour leur compte. Le montant annuel de ces frais sera au maximum de 0,598 % TTC du montant total des souscriptions.

Commission de constitution

Une commission de constitution sera prélevée sur les souscriptions versées dans le fonds pour rembourser la Société de gestion (de) et/ou payer directement, tous les frais préliminaires encourus dans le cadre de la création, de l'organisation et de la promotion du Fonds, y compris les frais juridiques, comptables, tous frais externes encourus dans l'organisation et la promotion du Fonds, les frais d'impressions ou de poste, tous frais relatifs au remboursement de frais des agents de placement, courtiers ou autres intermédiaires. Cette Commission de Constitution est évaluée à un montant maximum de 1% HT (soit environ 1.20% TTC) du montant total des souscriptions.

Autres frais

Dans la mesure du possible, les frais relatifs aux transactions elles-mêmes seront supportés par les sociétés cibles dans lesquelles le Fonds a investi.

Tous ces frais qui ne sont pas pris en charge par ces sociétés (à savoir les « frais de transaction ») et notamment les frais d'intermédiaires et de courtage, les frais d'étude et d'audit, les frais juridiques, fiscaux et comptables, les frais de suivi des participations, les frais et indemnités liés à d'éventuels litiges dans lesquels le Fonds ou la Société de gestion, ou chacun des Délégués et/ou leur équipe de gestion sont impliqués dans le cadre de la gestion du portefeuille du Fonds (hormis les frais et indemnités liés à des litiges où la faute grave et intentionnelle de la Société de gestion ou de l'un des Délégués est judiciairement et définitivement constatée), les frais d'étude liés aux projets d'investissement ou de désinvestissement qui n'auront pas pu se concrétiser, ainsi que les droits et taxes qui peuvent être dus au titre d'acquisitions ou de ventes effectuées par le Fonds (notamment des droits d'enregistrement visés à l'article 726 du Code Général des Impôts), seront supportés par le Fonds.

Le montant annuel moyen de ces frais de transaction sur la durée de vie du Fonds est estimé au maximum à 0.75% HT soit environ 0,90 % TTC du Montant Maximum des souscriptions.

Le montant et la nature des frais de transaction effectivement supportés par le Fonds sont précisés dans le rapport annuel de gestion visé à l'article 18 du Règlement.

TITRE IV

COMPTES ET RAPPORTS DE GESTION

ARTICLE 17 – COMPTABILITE

La durée de l'exercice comptable est de douze (12) mois. Il commence le 1^{er} décembre. Par exception, le premier exercice comptable commencera dès la constitution du Fonds et se terminera le 30 novembre 2009. Le dernier exercice comptable se terminera à la liquidation du Fonds. Le Fonds ne publiera sa valeur liquidative que deux fois par an.

ARTICLE 18 – INFORMATIONS PERIODIQUES

A la clôture de chaque exercice, la Société de gestion dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le compte de résultat, le bilan, l'annexe et établit un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé.

L'inventaire du portefeuille est certifié par le Dépositaire et l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus est contrôlé par le Commissaire aux Comptes.

La composition de l'actif net du Fonds est établie le dernier jour ouvré du semestre social par la Société de gestion et est soumise à la certification ou à l'attestation de sincérité du commissaire aux comptes. Ce document est mis gracieusement à la disposition de tout porteur de parts qui en ferait la demande dans les huit (8) semaines à compter de la fin de chacun des semestres de l'exercice social. Un rapport d'activité succinct est tenu à la disposition des porteurs de parts dans les deux (2) mois de l'arrêté semestriel.

Dans un délai de trois mois et demi (3,5) à compter de la clôture de l'exercice, la Société de gestion tient gratuitement le rapport annuel à la disposition des porteurs de parts. Ce document est soit transmis par courrier à la demande des porteurs de parts, soit mis à leur disposition au siège de la Société de gestion.

Le rapport de gestion annuel mentionne :

- un compte rendu sur la mise en œuvre de l'orientation de la gestion du Fonds,
- un compte rendu sur la répartition des co-investissements et les opérations de co-investissements et co-désinvestissements réalisés par le Fonds dans les conditions prescrites à l'article 2.4 ci-dessus,
- les éventuels honoraires de prestations de conseil perçus par la Société de gestion, par chaque Délégué ou une Société Liée au cours de l'exercice, auprès du Fonds ou des sociétés du portefeuille,
- la nature et le montant global par catégorie, des frais de fonctionnement visés à l'article 16 ci-dessus,
- un compte rendu sur l'existence d'opérations de crédit réalisées par un établissement de crédit lié à la Société de gestion ou à l'un des Délégués, dès lors que celle-ci en a eu connaissance, à l'occasion d'acquisitions de participations du Fonds ou en vue du financement de sociétés dans lesquelles le Fonds détient une participation et toute opération significative avec ledit établissement de crédit,

- les nominations de mandataires sociaux et salariés de la Société de gestion et de chacun des Délégués (s'agissant des sociétés du Portefeuille Délégué dont il assure la gestion) au sein des organes sociaux de sociétés dans lesquelles le Fonds a investi,
- les raisons de tout changement concernant les méthodes de valorisation,
- les conditions dans lesquelles la Société de gestion et chacun des Délégués (s'agissant des sociétés du Portefeuille Délégué dont il assure la gestion) ont exercé pour le compte du Fonds les droits de vote dans les sociétés du portefeuille cotées sur un marché réglementé.

ARTICLE 19 – REVENUS DISTRIBUABLES

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des revenus courants à savoir les intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence, et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de fonctionnement indiqués à l'article 16 du Règlement et de la charge des emprunts.

Les revenus distribuables sont égaux au résultat net augmenté, s'il y a lieu, du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La Société de gestion capitalisera, pendant toute la durée de vie du Fonds, l'intégralité des revenus perçus par ce dernier depuis sa constitution. Il ne sera procédé à aucune distribution de revenus pendant la durée de vie du Fonds.

ARTICLE 20 – REPARTITION/ DISTRIBUTION D'AVOIRS EN ESPECES

La Société de gestion peut prendre l'initiative, à l'issue d'un délai d'au moins 5 ans à compter de la constitution du Fonds, de répartir tout ou partie des avoirs du Fonds en espèces, ou avant cette date, si le respect des quotas juridiques ou fiscaux applicables au Fonds pendant 5 ans au minimum imposait une telle répartition.

Les sommes ainsi distribuées seront affectées dans l'ordre de priorité d'imputation défini à l'article 6.3.2 ci-dessus.

La Société de gestion pourra conserver dans le Fonds toutes les sommes qu'elle estime nécessaires, soit pour permettre au Fonds de payer ses différents frais, soit pour lui permettre d'effectuer de nouveaux investissements dans le respect des ratios réglementaires qui lui sont applicables.

Les répartitions d'avoirs décidées par la Société de gestion pourront être effectuées soit par voie de distribution sans annulation de parts, soit par voie de rachat de parts. Les porteurs seront préalablement informés par courrier de ces distributions et de leurs modalités de réalisation.

Le prix de rachat sera égal à la valeur liquidative arrêtée par la Société de Gestion au jour où elle indique aux porteurs de parts qu'elle prend l'initiative de procéder à une distribution des avoirs du Fonds.

Aucun rachat de parts de catégorie B ne pourra intervenir tant que les parts de catégorie A n'auront pas été intégralement amorties ou rachetées, à hauteur de leur montant libéré.

La Société de gestion pourra décider de procéder à des répartitions à des dates différentes, selon qu'elles bénéficient à différentes catégories de parts.

Toute distribution au profit des parts de catégorie B fait l'objet d'une mention expresse dans le rapport de gestion annuel prévu à l'article 18 du Règlement.

Le montant distribué viendra en diminution de la valeur liquidative de la (ou des) catégorie(s) de parts au profit de laquelle (desquelles) la distribution en espèces aura été réalisée.

Le Commissaire aux Comptes devra établir un rapport spécial sur les distributions lorsqu'elles bénéficient aux parts de la catégorie B.

TITRE V

FUSION – SCISSION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 21 – FUSION – SCISSION

La Société de gestion peut, apporter, par voie de fusion, la totalité du patrimoine d'un ou plusieurs FCPI à un autre FCPI existant, ou transmettre, par voie de scission, le patrimoine du FCPI à plusieurs FCPI existants ou en création.

ARTICLE 22 – PRE-LIQUIDATION

Après déclaration à l'Autorité des Marchés Financiers et au service des impôts auprès duquel sa Société de gestion dépose sa déclaration de résultats, et après information du dépositaire, le Fonds pourra entrer en période de pré-liquidation, à la seule initiative de la Société de gestion, à compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture de son cinquième exercice.

Pendant la période de pré-liquidation, le Fonds :

- (a) ne pourra plus procéder à de nouvelles souscriptions de parts,
- (b) pourra céder à une Société Liée à la Société de gestion des titres de capital ou de créance détenus depuis plus de douze mois. Dans ce cas, les cessions seront évaluées par un expert indépendant sur rapport du Commissaire aux Comptes du Fonds ; ces cessions ainsi que le rapport y afférent seront communiqués à l'Autorité des Marchés Financiers,
- (c) pourra détenir limitativement à son actif à compter de l'ouverture de l'exercice qui suit celui au cours duquel est ouverte la période de pré-liquidation :
 - des titres ou droits de sociétés non admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers français ou étranger ou de sociétés admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers français ou étranger lorsque ces titres ou droits auraient été pris en compte pour l'appréciation du quota d'investissement de 60% visé à l'article 2 ci-dessus si le Fonds n'était pas entré en période de pré-liquidation, des avances en compte courant à ces mêmes sociétés, ainsi que des droits dans des entités définies au b du 2 de l'article L.214-36 du Code Monétaire et Financier,
 - des investissements réalisés aux fins du placement des produits de cession de ses actifs et autres produits distribuables en instance de distribution pour une durée de deux exercices au plus, et du placement de sa trésorerie à hauteur de 20 % de la valeur liquidative du fonds,
- (d) aucune demande de rachat de parts par les porteurs dans le cadre de l'article 8 du Règlement ne sera acceptée.

ARTICLE 23 – DISSOLUTION

Il y aura dissolution du Fonds à l'expiration du terme fixé à l'article 4 ci-dessus ou par anticipation sur décision de la Société de gestion avec l'accord du Dépositaire.

En outre, le Fonds sera automatiquement dissout dans l'un quelconque des cas suivants :

- (a) si le montant de l'actif et du Fonds demeure pendant un délai de trente (30) jours inférieur à trois cent mille (300.000) Euros, à moins que la Société de gestion ne procède à un apport total ou partiel des actifs compris dans le Fonds à un ou plusieurs autres fonds dont elle assure la gestion,

- (b) en cas de cessation des fonctions du Dépositaire ou de la Société de gestion, si aucun autre dépositaire ou Société de gestion n'a été désigné,
- (c) en cas de cessation des fonctions de la Société de gestion du fait d'une cessation d'activité ou d'une liquidation amiable ou judiciaire ou d'un empêchement légal ou réglementaire de poursuivre ces fonctions, si aucune autre société de gestion n'a été désigné par le Dépositaire, et agréé par l'Autorité des Marchés Financiers,
- (d) en cas de demande de rachat de la totalité des parts, lorsque ces rachats sont autorisés dans le cadre de l'article 8 du Règlement.

La Société de gestion informe au préalable les porteurs de parts de la décision de dissoudre le Fonds ainsi que des modalités de liquidation retenues par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Lorsque la décision de dissolution a été arrêtée, les demandes de rachat ne sont plus acceptées.

ARTICLE 24 – LIQUIDATION

En cas de dissolution, la Société de gestion ou, le cas échéant, le Dépositaire, assume les fonctions de liquidateur. A défaut, le liquidateur est désigné par le Président du Tribunal de Commerce de Paris statuant à la demande d'un porteur de parts.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs même à l'amiable, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts à concurrence de leurs droits respectifs tels que définis à l'article 6.3 ci-dessus en numéraire ou en titres cotés.

Les frais de fonctionnement décrits à l'article 16 du Règlement demeurent acquis au liquidateur pendant toute la période de liquidation.

Aucune demande de rachat de parts par les porteurs dans le cadre de l'article 8 du Règlement ne sera acceptée.

Le Commissaire aux Comptes et le Dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les opérations de liquidation est tenu à la disposition des porteurs de parts au siège social de la Société de gestion.

TITRE VI

DIVERS

ARTICLE 25 – MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Le Règlement ne peut être modifié par la Société de gestion qu'avec l'accord du Dépositaire.

Ces modifications entreront en vigueur et seront portées à la connaissance des porteurs de parts selon les modalités arrêtées par l'AMF.

ARTICLE 26 – CONTESTATION – ÉLECTION DE DOMICILE

Toute contestation relative au Fonds qui peut s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la Société de gestion ou

le Dépositaire, sera régie par la loi française et soumise à la juridiction des Tribunaux français compétents.

ANNEXE I

Méthodes et critères d'évaluation

des instruments financiers détenus par le FCPI

1. Instruments financiers cotés sur un Marché

Les instruments financiers cotés sur un Marché, pour lesquels un cours de Marché est disponible, sont évalués selon les critères suivants :

- les instruments financiers français admis sur un Marché réglementé, sur la base du dernier cours demandé (*bid price*) constaté sur le Marché réglementé où ils sont négociés, au jour de l'évaluation ou le dernier jour ouvré précédent le jour de l'évaluation si celui-ci n'est pas un jour ouvré,
- les instruments financiers étrangers admis sur un Marché réglementé, sur la base du dernier cours demandé (*bid price*) constaté sur le Marché réglementé s'ils sont négociés sur un Marché réglementé français au jour de l'évaluation ou le dernier jour ouvré précédent le jour de l'évaluation si celui-ci n'est pas un jour ouvré, ou du dernier cours demandé constaté sur leur Marché principal converti en euro suivant le cours des devises à Paris au jour de l'évaluation,
- les instruments financiers négociés sur un Marché qui n'est pas réglementé, sur la base du dernier cours demandé (*bid price*) pratiqué sur ce Marché au jour de l'évaluation ou le dernier jour ouvré précédent le jour de l'évaluation si celui-ci n'est pas un jour ouvré ; toutefois, lorsque le montant des transactions réalisées sur le Marché concerné est très réduit et que le cours demandé n'est pas significatif, ces instruments financiers sont évalués comme les instruments financiers non cotés.

Cette méthode n'est applicable que si les cours reflètent un Marché actif, c'est-à-dire s'il est possible d'en obtenir une cotation sans délai et de manière régulière, et si ces cotations représentent des transactions effectives et régulières, réalisées dans des conditions de concurrence normale.

Il est possible d'appliquer une Décote de Négociabilité à une évaluation obtenue sur la base d'un cours de marché dans les cas suivants :

- si les transactions sur les instruments financiers concernés font l'objet de restrictions officielles,
- s'il existe un risque que les instruments financiers concernés ne soient pas immédiatement cessibles.

Le niveau de la Décote de Négociabilité approprié est déterminé en fonction de la durée des restrictions en vigueur et du montant relatif de la participation par rapport aux volumes d'échanges habituels sur les instruments financiers concernés. Le niveau de la Décote de Négociabilité est habituellement compris entre zéro et vingt cinq (25) % en fonction du multiple du volume d'échange quotidien.

Dans certaines circonstances, les volumes d'échanges ne sont pas un indicateur pertinent : possibilité de transactions hors marché, compte tenu de l'insuffisance de volumes négociés sur le marché; existence d'une offre d'achat à moins de six (6) mois de la date d'évaluation, à un prix supérieur au cours du marché. Dans ces cas, il peut ne pas être appliqué de Décote de Négociabilité.

Pour les investissements soumis à une restriction affectant la négociation ou à une période d'immobilisation (un "*lock-up*"), une décote initiale de vingt (20) % est appliquée par rapport au cours du marché, décote qui peut être progressivement ramenée à zéro en fin de période.

La Société de gestion mentionne dans son rapport de gestion annuel aux porteurs de parts les dérogations éventuelles à l'application des décotes précisées ci-dessus et en expose les raisons.

2. Parts ou actions d'OPCVM et droits d'entités d'investissement

Les actions de SICAV, les parts de fonds communs de placement et les droits dans les entités d'investissement visées au b) du 2. de l'article L. 214-36 du Code Monétaire et Financier sont évalués sur la base de la dernière valeur liquidative connue au jour de l'évaluation.

Concernant les parts d'un FCPR et/ou les droits dans une entité d'investissement visée au b) du 2. de l'article L. 214-36 du Code Monétaire et Financier, la Société de gestion peut opérer une révision par rapport à la dernière valeur liquidative connue au jour de l'évaluation, si avant cette date, il a été porté à sa connaissance des informations sur les participations détenues par ce FCPR ou cette entité d'investissement, susceptibles de modifier de façon significative ladite dernière valeur liquidative de référence.

3. Instruments financiers non cotés sur un Marché

3.1. Principes d'évaluation

Le Société de gestion évalue chaque instrument financier non coté ou valeur que détient le Fonds à sa Juste Valeur. Pour déterminer le montant de cette Juste Valeur, la Société de gestion recourt à une méthode adaptée à la nature, aux conditions et aux circonstances de l'investissement.

Les principales méthodes que la Société de gestion peut utiliser sont celles décrites aux articles 3.3 à 3.8. Quel que soit la méthode retenue, la Société de gestion procède à une estimation de la Juste Valeur d'une société du portefeuille à partir de sa Valeur d'Entreprise selon les étapes suivantes :

- (i) déterminer la Valeur d'Entreprise de cette société au moyen d'une des méthodes de valorisation,
- (ii) retraiter la Valeur d'Entreprise afin de tenir compte de tout actif ou passif non comptabilisé ou de tout autre facteur pertinent,
- (iii) retrancher de ce montant tout montant correspondant aux instruments financiers bénéficiant d'un degré de séniorité supérieur à l'instrument du Fonds le plus élevé dans un scénario de liquidation, en tenant compte de l'impact de tout instrument susceptible de diluer l'investissement du Fonds, afin d'aboutir à la Valeur d'Entreprise Brute,
- (iv) appliquer à la Valeur d'Entreprise Brute une Décote de Négociabilité adaptée afin de déterminer la Valeur d'Entreprise Nette,
- (v) ventiler la Valeur d'Entreprise Nette entre les différents instruments financiers de la société, en fonction de leur rang,
- (vi) allouer les montants ainsi obtenus en fonction de la participation du Fonds dans chaque instrument financier pour aboutir à la Juste Valeur.

Sans qu'il soit possible d'éviter toute subjectivité dans l'évaluation, celle-ci est réalisée en tenant compte de tous les facteurs pouvant l'affecter, positivement ou négativement, tels que : situation du marché des fusions, de la bourse, situation géographique, risque de crédit, de change, volatilité. Ces facteurs pouvant interagir entre eux, et seule la Réalisation de l'investissement permet d'en apprécier réellement la véritable performance.

Dans certaines situations, il ne sera pas possible d'établir une Juste Valeur de manière fiable. Dans ce cas, l'investissement est valorisé à la même valeur qui prévalait lors de la précédente évaluation, sauf en cas de dépréciation manifeste, auquel cas la valeur est diminuée de façon à refléter la dépréciation, telle qu'estimée.

En règle générale, la Décote de Négociabilité se situe, selon les circonstances, dans une fourchette de dix (10) à trente (30) % (par tranche de cinq (5) %).

En outre, la Société de gestion devra tenir compte de tous éléments susceptibles d'augmenter ou diminuer de façon substantielle la valeur d'un investissement. Ce sera notamment le cas des situations suivantes :

- les performances ou les perspectives de la société sont sensiblement inférieures ou supérieures aux anticipations sur lesquelles la décision d'investissement a été fondée ou aux prévisions,
- la société a atteint ou raté certains objectifs stratégiques,
- les performances budgétées sont revues à la hausse ou à la baisse,
- la société n'a pas respecté certains engagements financiers ou obligations,
- présence d'éléments hors bilan (dettes ou garanties),
- procès important actuellement en cours,
- existence de litiges portant sur certains aspects commerciaux, tels que les droits de propriété industriels,
- cas de fraude dans la société,
- changement dans l'équipe dirigeante ou la stratégie de la société,
- un changement majeur – négatif ou positif – est intervenu qui affecte l'activité de la société, son marché, son environnement technologique, économique, réglementaire ou juridique,
- les conditions de marché ont sensiblement changé. Ceci peut se refléter dans la variation des cours de bourse de sociétés opérant dans le même secteur ou dans des secteurs apparentés,
- la société procède à une levée de fonds dont les conditions semblent différentes du précédent tour de table.

La Société de gestion doit évaluer l'impact de ces événements positifs et négatifs et ajuster la valeur comptable afin de refléter la Juste Valeur de l'investissement au jour de l'évaluation.

En cas de perte de valeur, la Société de gestion devra diminuer la valeur de l'investissement du montant nécessaire. S'il n'existe pas d'informations suffisantes pour déterminer précisément le montant de l'ajustement nécessaire, elle pourra diminuer la Juste Valeur par tranches de vingt cinq (25) %. Toutefois, si elle estime disposer d'informations suffisantes pour évaluer la Juste Valeur plus précisément (dans le cas notamment où la valeur restante est égale ou inférieure à (25) % de la valeur initiale), elle pourra appliquer des paliers de cinq (5)%.

3.2. Choix de la méthode d'évaluation

La méthode d'évaluation adaptée est choisie en fonction notamment :

- du stade de développement de l'investissement de la société et/ou,
- de sa capacité à générer durablement des bénéfices ou des flux de trésorerie positifs,
- de son secteur d'activité et des conditions de marché,
- de la qualité et de la fiabilité des données utilisées pour chaque méthode,
- de la possibilité de recourir à des comparaisons ou des données relatives à des transactions.

En principe, les mêmes méthodes sont utilisées d'une période à l'autre, sauf si un changement de méthode permet une meilleure estimation de la Juste Valeur.

3.3. La méthode d'évaluation du prix d'un investissement récent

Le coût d'un investissement récemment effectué constitue une bonne approximation de sa Juste Valeur. Lorsque l'investissement est réalisé par un tiers, la valorisation sur la base du coût de cet investissement peut être affectée des facteurs suivants :

- il s'agit d'un investissement représentant un faible pourcentage du capital ou d'un faible montant en valeur absolue,
- l'investissement et le nouvel investissement sont assortis de droits différents,
- le nouvel investissement est réalisé par des considérations stratégiques,
- l'investissement peut être assimilé à une vente forcée ou à un plan de sauvetage.

Cette méthode est adaptée pendant une période limitée, en général d'un an à compter de l'investissement de référence. Il doit être tenu compte pendant cette période de tout changement ou

évènement postérieur à l'opération de référence susceptible d'affecter la Juste Valeur de l'investissement.

3.4. La méthode des multiples de résultats

Cette méthode consiste à appliquer un multiple aux résultats de l'activité de la société faisant l'objet de l'évaluation afin d'en déduire une valeur. Lorsque la Société de gestion utilise cette méthode, elle doit :

- (i) appliquer aux résultats "pérennes" de la société un multiple qui soit adapté et raisonnable (compte tenu du profil de risque et des perspectives de croissance bénéficiaire),
- (ii) ajuster le montant obtenu en (i) ci-dessus afin de refléter tout actif ou passif non comptabilisé ou tout autre facteur pertinent, pour obtenir la Valeur d'Entreprise,
- (iii) arrêter la Valeur d'Entreprise Brute, puis la Valeur d'Entreprise Nette, et procéder aux allocations et répartitions de celle-ci de façon appropriée, comme indiqué au (iii) à (vi) de l'article 3.1.

3.5. La méthode de l'actif net

Cette méthode consiste à déterminer la valeur d'une activité à partir de son actif net. Lorsque la Société de gestion utilise cette méthode, elle doit :

- (i) calculer la Valeur d'Entreprise de la société en utilisant des outils adaptés pour valoriser son actif et son passif (y compris le cas échéant les actifs et passifs hors bilan) ;
- (ii) arrêter la Valeur d'Entreprise Brute, puis la Valeur d'Entreprise Nette et procéder aux allocations et répartitions de celle-ci de façon appropriée, comme indiqué aux (iii) à (vi) de l'article 3.1.

3.6. La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie ou des résultats de la société

Cette méthode consiste à déterminer la valeur d'une activité à partir de la valeur actualisée de ses flux de trésorerie ou de ses résultats futurs. Lorsque la Société de gestion utilise cette méthode, elle doit :

- (i) déterminer la Valeur d'Entreprise de la société à partir d'hypothèses et d'estimations raisonnables des flux de trésorerie futurs (ou des résultats futurs) et de la valeur terminale, puis actualiser le résultat à l'aide d'un taux ajusté du risque reflétant le profil de risque de la société concernée,
- (ii) arrêter la Valeur d'Entreprise Brute, puis la Valeur d'Entreprise Nette, et procéder aux allocations et répartitions de celle-ci de façon appropriée, comme indiqué aux (iii) à (vi) de l'article 3.1.

3.7. La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie ou des résultats de l'investissement

Cette méthode consiste à appliquer la méthode mentionnée à l'article 3.6. aux flux de trésorerie attendus de l'investissement lui-même. Cette méthode est adaptée en cas de Réalisation de l'investissement ou d'introduction en bourse de la société, pour l'évaluation d'instruments de dettes.

Lorsqu'elle utilise cette méthode, la Société de gestion doit calculer la valeur actualisée de l'investissement à partir d'hypothèses et d'estimations raisonnables des flux de trésorerie futurs, de la valeur terminale et du calendrier de Réalisation, en utilisant un taux qui reflète le profil de risque de l'investissement.

3.8. La méthode des références sectorielles

Cette méthode d'évaluation sera rarement utilisée comme principal outil d'estimation de la Juste Valeur, sa fiabilité et donc sa pertinence se limitant à certaines situations. Cette méthode servira plutôt à vérifier le bien-fondé des résultats obtenus à l'aide d'autres méthodes.

FCPI CAPITAL INVEST PME

Fonds Commun de Placement dans l'Innovation
Article L. 214-41 du Code Monétaire et Financier

NOTICE D'INFORMATION

* * *

AVERTISSEMENT

NB : L'attention des porteurs de parts est attirée sur le fait que les références aux dispositions légales et réglementaires figurant dans le présent document sont celles en vigueur à la date de constitution du Fonds

L'Autorité des Marchés Financiers appelle l'attention des souscripteurs sur les risques spécifiques qui s'attachent aux Fonds Communs de Placement dans l'Innovation (FCPI).

Lors de votre investissement, vous devez tenir compte des éléments suivants :

- Le Fonds va investir au moins 60% des sommes collectées dans des entreprises à caractère innovant ayant moins de 2.000 salariés et n'étant pas détenues majoritairement par une ou plusieurs personnes morales. Les 40% restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers autorisés par la réglementation, par exemple des actions ou des fonds (ceci étant défini dans le règlement et la notice du FCPI) ;
- La performance du Fonds dépendra du succès des projets de ces entreprises. Ces projets étant innovants et risqués, vous devez être conscients des risques élevés de votre investissement. En contrepartie des possibilités de gain associées à ces innovations et de l'avantage fiscal, vous devez prendre en compte le risque de pouvoir perdre de l'argent ;
- Votre argent peut être en partie investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur liquidative de vos parts sera déterminée par la société de gestion, selon la méthodologie décrite dans le règlement du Fonds, sous le contrôle du Commissaire aux comptes du Fonds. Le calcul de la valeur liquidative est délicat ;
- Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, le seuil de 60% précédemment évoqué devra être respecté dans un délai maximum de 2 exercices et vous devez conserver vos parts pendant au moins 5 ans. Cependant, la durée optimale de placement, n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait d'investissement du Fonds dans des entreprises dont le délai de maturation peut être plus long ;
- Le rachat de vos parts par le Fonds peut dépendre de la capacité de ce dernier à céder rapidement ses actifs ; il peut donc ne pas être immédiat ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue. En cas de cession de vos parts à un autre porteur de parts, le prix de cession peut également être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

L'AMF attire l'attention des souscripteurs sur le fait que la délivrance de son agrément ne signifie pas que le produit présenté est éligible aux différents dispositifs fiscaux. L'éligibilité à ces dispositifs dépendra notamment du respect de certaines règles d'investissement au cours de la vie de ce produit, de la durée de détention ainsi que de la situation individuelle de chaque souscripteur.

Au 30 novembre 2007, les taux d'investissement dans les entreprises éligibles des FCPI créés par OMNES Capital sont les suivants :

FCPI	Date de création	Quote-part investie en titres éligibles au Quota Innovation au 30 novembre 2007	Date butoir pour respecter le Quota Innovation
Crédit Lyonnais Innovation 6	déc-04	63,73%	31 mai 2007
LCL Innovation 1	déc-05	38,24%	31 mai 2008
LCL Innovation 2	déc-06	14,01%	31 mai 2009
LCL Innovation 2007	déc-07	0%	31 mai 2010

Société de gestion :	OMNES Capital 37-41 rue du Rocher 75008 Paris agrée sous le numéro GP 00-028
Dépositaire :	CACEIS BANK France 1-3, place Valhubert - 75013 Paris
Délégués : <i>(délégation partielle du Quota Amorçage)</i>	ELAIA PARTNERS 53, rue de Ponthieu – 75008 Paris agrée sous le numéro GP 03-003
	ISAI Gestion 25, rue Béranger – 75003 Paris agrée sous le numéro GP 10000010
Commissaire aux comptes :	Cabinet Deloitte , représenté par Messieurs Jean-Marc LECAT et Gérard VINCENT-GENOD 185, avenue Charles de Gaulle - 92524 Neuilly sur Seine

CARACTERISTIQUES FINANCIERES

Orientation de la gestion :

(a) Le FCPI " CAPITAL INVEST PME " (le "**Fonds**") a pour objet d'investir 60% des sommes collectées, dans des entreprises à caractère innovant ayant moins de 250 salariés et n'étant pas détenues majoritairement par une ou plusieurs personnes morales, dont 6% au moins dans des entreprises qui ont un capital inférieur ou égal à 2 millions d'euros.

En outre, la Société de gestion investira dans des sociétés permettant de bénéficier de la réduction et de l'exonération relative à l'Impôt sur la Fortune à hauteur de 60% du montant total des souscriptions, étant précisé que compte tenu de la réglementation actuelle, quarante (40) % de l'actif du Fonds doit être constitué de titres émis par des sociétés constituées depuis moins de cinq ans (le « **Quota Amorçage** »).

Il s'agit de sociétés :

- (i) pouvant être qualifiées de petite et moyenne entreprise¹ (PME),
- (ii) exerçant exclusivement une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités de gestion de patrimoine mobilier, notamment celui des organismes de placement en valeurs mobilières, et des activités de gestion ou de locations d'immeubles,
- (iii) ayant leur siège social dans un état membre de la Communauté Européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale,
- (iv) étant soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France,
- (v) n'ayant pas ses titres admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger.
- (vi) étant en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion au sens des lignes directrices concernant les aides d'État visant à promouvoir les investissements en capital investissement dans les petites et moyennes entreprises (2006/C 194/02),
- (vii) ne pouvant être qualifiables d'entreprises en difficulté ou relever des secteurs de la construction navale, de l'industrie houillère ou de la sidérurgie,
- (viii) n'ayant pas reçu au cours d'une période de douze mois des versements excédant un plafond fixé par décret.

(b) Les investissements du Fonds dans les sociétés permettant d'atteindre et respecter le Quota Amorçage seront réalisés par la Société de gestion directement et par :

- (i) la société **ELAIA Partners**, société par actions simplifiée au capital de 192.000 euros, ayant son siège social 53, rue de Ponthieu – 75008 Paris, agréé par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 03-003, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 443 990 668 (« **ELAIA** ») ;

¹ figurant à l'annexe I du règlement n° 70/2001 de la commission du 12 janvier 2001, modifié par le règlement CE 364/2004 du 25 février 2004

(ii) la société **ISAI Gestion**, société par actions simplifiée au capital de 240.400 euros, ayant son siège social 25, rue Béranger – 75003 Paris, agréé par l’Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 10000010, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 508 804 507 (« **ISAI** »)..

La Société de gestion a souhaité en effet déléguer à ELAIA et ISAI (ensemble les « **Déléataires** ») la gestion financière d’une partie des actifs du Fonds, dans la limite de la somme de deux millions cinq cent mille (2.500.000) euros (le « **Montant Délégué** ») afin que ceux-ci soient **exclusivement** investis dans des titres de sociétés susceptibles d’être pris en compte **cumulativement** dans le Quota Innovation de 60% et dans le Quota Amorçage. La part du Montant Délégué dont la gestion est confiée à ELAIA s’élève à un million sept cent mille (1.700.000) euros (le « **Montant Délégué ELAIA** »), tandis que celle confiée à ISAI s’élève à huit cent mille (800.000) euros (le « **Montant Délégué ISAI** »).

Les sociétés dans lesquelles le Fonds aura investi, dans le cadre de la gestion par ELAIA du Montant Délégué ELAIA constitueront le « **Portefeuille Délégué ELAIA** », dont la gestion sera assurée par ELAIA. De la même manière, les sociétés dans lesquelles le Fonds aura investi, dans le cadre de la gestion par ISAI du Montant Délégué ISAI constitueront le « **Portefeuille Délégué ISAI** », dont la gestion sera assurée par ISAI. Le Portefeuille Délégué ELAIA et le Portefeuille Délégué ISAI constitueront ensemble le « **Portefeuille Délégué** ».

La Société de gestion conserve la gestion administrative du Fonds.

La Société de gestion demeurera responsable de la gestion de la partie de l’actif du Fonds ainsi déléguée, conformément aux dispositions de l’article 313-77 du Règlement général de l’AMF.

(c) Le Fonds ne comporte pas de compartiments et n’est ni un fonds maître, ni un fonds nourricier.

- **Part de l’actif investi en titres éligibles au quota innovant de 60%**

La politique d’investissement du Fonds privilégiera les prises de participations minoritaires sous forme de valeurs mobilières dans des sociétés non cotées présentant un caractère innovant.

En règle générale, le Fonds privilégiera l’investissement dans des sociétés durant leur phase de création, de lancement, ou dans les premières étapes de leur développement. L’analyse des projets d’investissement portera en particulier sur l’attractivité du marché concerné, les sources d’avantages concurrentiels du projet, et sur le potentiel de l’équipe dirigeante à le mettre en œuvre.

Les domaines d’investissement sélectionnés sont ceux de l’industrie et des services, et en particulier, mais sans que cette liste soit limitative, dans des sociétés présentes sur les marchés des technologies de l’information, de la communication, de l’électronique, des télécommunications, des équipements informatiques, de la fourniture de services informatiques ou à contenu technologique; ainsi que dans les secteurs des sciences de la vie (pharmacie, biotechnologie, équipements médicaux...).

Mais le Fonds pourra également investir dans d’autres secteurs d’activité pourvu que les entreprises satisfassent au quota et présentent des perspectives de valorisation réelle.

Les investissements seront notamment réalisés dans des sociétés ayant leur siège dans un Etat de l’Union Européenne.

Le montant des prises de participation dans les sociétés du portefeuille sera d’un montant maximum égal à 10% de l’actif du Fonds.

Le Fonds pourra également investir dans des sociétés cotées sur un marché non réglementé (notamment marché Alternext et marché libre) éligibles au quota à hauteur d’au maximum 60% de l’actif du Fonds.

Dans l’attente de leur investissement dans des sociétés éligibles au quota selon la politique d’investissement exposée ci-dessus, les sommes collectées lors de la souscription, seront placés de manière identique à la part de l’actif investie en titres non éligibles au quota.

Si le Fonds est investi à plus de 50% dans d’autres OPCVM, les frais de gestion de ces derniers ne pourront excéder 5% HT (soit 5,98% TTC – TVA 19,6%) de leurs actifs nets respectifs.

Le porteur de parts peut être exposé à un risque actions d'au maximum 60% de l'actif du Fonds.

• **Part de l'actif (40% au plus) non soumis au quota innovant de 60%**

Dans l'attente d'un potentiel développement de la part de l'actif du Fonds soumise aux critères d'innovation les sommes collectées lors de la souscription seront placées, dans le cadre d'une gestion diversifiée, en fonction de l'évolution du contexte économique soit (i) en OPCVM monétaires et obligataires ou produits assimilés (notamment Dépôt à terme, Bon du Trésor, Bon à Moyen Terme Négociable (BMTN), Certificat de Dépôt Négociable (CDN), Titre de Créance Négociable (TCN) ...), soit (ii) en instruments financiers (notamment actions, obligations, bons de souscriptions ...) français ou étrangers cotés ou non cotés sur un marché en fonctionnement régulier, en droits représentatifs d'un placement financier et en titres de créances négociables.

Le Fonds n'investira pas dans des fonds de droit étranger ayant une orientation de gestion hautement spéculative (« Hedge Funds »).

Le porteur de parts peut être exposé à un risque actions d'au maximum de 40 % de l'actif du Fonds. Le porteur de parts peut être exposé à un risque de taux et de change d'au maximum 40% de l'actif du Fonds.

La Société de Gestion pourra, en vue de préserver les actifs du Fonds, investir dans des instruments financiers de couverture à terme ou optionnels afin de supporter éventuellement un risque de taux ou un risque de change (notamment contrats à terme sur valeurs mobilières, indices ou devises, contrats à terme sur taux d'intérêt, contrats d'échanges ou swaps, contrats d'option, les warrants, à l'exception des contrats sur marchandises et denrées).

Durée minimale de placement recommandée :

Durée de vie du Fonds (6 à 10 ans).

Catégories de parts et droits des parts :

Les droits des copropriétaires sont représentés par des parts de deux catégories A et B conférant des droits différents aux porteurs.

Les **parts A**, dont la valeur d'origine unitaire est de 100 euros, sont souscrites par des personnes physiques.

Ces parts ne pourront être souscrites et détenues par des personnes physiques détenant ou ayant détenu au cours des 5 années précédant leur souscription plus de 10% des parts du Fonds.

Les **parts B**, dont la valeur d'origine unitaire est de 10 euros, sont réservées à la Société de gestion, à chacun des Délégués, à leurs salariés et mandataires sociaux, et aux personnes physiques ou morales en charge de la gestion du fonds désignées par le Président du directoire de la Société de gestion (et ce sur proposition de chacun des Délégués s'agissant des personnes participant à la gestion de leur quote-part du Montant Délégué), ainsi qu'aux actionnaires directs et indirects de la Société de gestion.

Les souscripteurs de parts B apporteront 0,20% des souscriptions du Fonds, ce qui leur donnera droit à 20% des Produits Nets et des Plus Values Nettes (tels que définis par l'article 6.3.1 du Règlement) réalisées par le Fonds au-delà du montant souscrit et libéré des parts B.

Dans l'hypothèse où les porteurs de parts A ne percevraient pas le montant nominal de leurs parts, les porteurs de parts B perdront la totalité de leur investissement dans le Fonds.

Les droits attachés aux parts A et B s'exerceront lors des distributions en espèces effectuées par le Fonds, avec l'ordre de priorité suivant :

- en premier lieu, aux porteurs de parts A, à concurrence d'une somme égale à l'intégralité des montants qu'ils ont libérés,
- en second lieu, aux porteurs de parts B, à concurrence d'une somme égale à l'intégralité des montants qu'ils ont libérés,
- en troisième lieu, le solde des Produits Nets et Plus Values Nettes du Fonds, s'il existe, est réparti entre les porteurs de parts A et B à hauteur de 80% dudit solde pour les parts A et de 20% pour les parts B.

Affectation des revenus :

Il ne sera procédé à aucune distribution de revenus pendant toute la durée de vie du Fonds. Ils seront capitalisés ou réinvestis.

Répartition d'une fraction des actifs :

A l'issue d'un délai d'au moins 5 ans à compter de la constitution du Fonds, la Société de gestion pourra prendre l'initiative de répartir tout ou partie des avoirs du Fonds en espèces.

Fiscalité :

Les porteurs de parts peuvent obtenir une note d'information concernant la fiscalité applicable aux parts de FCPI sur demande formulée auprès de la Société de gestion. Les parts du Fonds ne peuvent pas faire l'objet d'une souscription, ni d'une cession via un plan d'épargne en actions (PEA).

MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Durée de vie :

La durée de vie du Fonds est de six ans à compter de la date de sa constitution. Cette durée pourra être prorogée par la Société de gestion en accord avec le Dépositaire pour deux périodes successives de deux (2) ans chacune.

Exercice social et date de clôture de l'exercice :

La durée de chaque exercice comptable est de douze (12) mois, du 1^{er} décembre au 30 novembre de chaque année. Par exception, le premier exercice comptable commencera dès la constitution du Fonds et se terminera le 30 novembre 2009.

Périodicité d'établissement de la valeur liquidative :

- Semestrielle,
- Calcul le dernier jour calendaire des mois de mai et novembre de chaque année. La première valeur liquidative sera établie le 30 novembre 2008. Les valeurs liquidatives semestrielles sont établies dans les huit semaines à compter de la fin de chaque semestre.

La valeur liquidative des parts est disponible au siège social de la Société de gestion et communiquée à tout porteur de parts qui en fait la demande dans les quinze jours de son établissement.

Souscriptions :

Les parts sont souscrites en numéraire et en parts entières pendant une période unique (ci-après la « **Période de souscription** ») s'étendant de la date d'agrément du Fonds jusqu'au 5 juin 2008 à 12h pour la souscription des parts A et jusqu'au 10 juin 2008 à 12h pour la souscription des parts B.

La saisie des souscriptions est centralisée et le suivi des souscriptions est effectué quotidiennement. La Société de gestion pourra décider de mettre un terme par anticipation à la Période de souscription dès lors qu'elle aura obtenu un Montant Maximum de Souscriptions de trente cinq millions (35.000.000) d'Euros. Dans ce cas, la Société de gestion en tiendra informé préalablement les réseaux distributeurs, ainsi que le Dépositaire, par tout moyen (courrier, télécopie, courriel...)

Il ne pourra pas être souscrit un nombre de parts A inférieur à 20. Les droits d'entrée ne pourront dépasser 5% nets de taxe du montant souscrit (ces frais ne sont pas acquis au Fonds).

Les parts souscrites sont libérées intégralement au moment de la souscription.

Les frais de souscription sont réglés simultanément. Les parts sont libérées et les frais de souscription sont payés par prélèvement sur le compte du souscripteur ou encaissement des chèques remis à la souscription.

Rachats :

Les porteurs de parts A ne peuvent demander le rachat de celles-ci avant l'expiration de la durée de vie du Fonds, soit six (6) ans à partir de sa constitution ou à l'issue de la ou des période(s) de prorogation décidées par la Société de gestion.

Néanmoins, la Société de gestion pourra autoriser les porteurs de parts affectés par des circonstances exceptionnelles, à formuler une demande de rachat de leurs parts avant l'expiration de la durée de vie du Fonds, tel sera le cas si ces demandes sont motivées par un lien de causalité direct avec l'un des événements suivants ne remettant pas en cause les conditions initiales de souscription du porteur de parts :

- licenciement du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune (licenciement défini au sens du droit du travail limité strictement à la cessation du contrat à durée indéterminée),
- invalidité du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune correspondant au classement de la 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie prévue à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité Sociale,
- décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune.

En cas de démembrement de la propriété des parts du Fonds, la demande de rachat doit être faite conjointement par le(s) nu-propriétaire(s) avec l'(les) usufruitier(s). En cas d'indivision, la demande de rachat doit être faite conjointement par les co-indivisaires.

Aucune demande de rachat ne peut être faite à compter de la date de décision de dissolution du Fonds, ni pendant les périodes de liquidation et/ou de pré-liquidation du Fonds.

Dans le cas de ces demandes de rachat exceptionnelles, la Société de gestion perçoit une rémunération de rachat de 2% nets de taxe du prix de rachat. Le prix de rachat est égal à la valeur liquidative constatée au dernier arrêté semestriel précédent la demande de rachat. Le prix de rachat est fixé au jour de l'attestation et/ou certification dudit arrêté semestriel par le Commissaire aux Comptes du fonds.

Les rachats seront effectués au plus tard dans les 30 jours de la réception par la Société de gestion de l'attestation et/ou la certification de la valeur liquidative par le Commissaire aux Comptes.

Lorsque la Société de gestion prend l'initiative de procéder à des distributions d'avoirs par voie de rachat de parts, le prix de rachat sera égal à la valeur liquidative arrêtée par la Société de gestion au jour où elle indique aux porteurs de parts qu'elle prend l'initiative de procéder à une distribution des avoirs du Fonds.

S'agissant des parts B, leurs porteurs ne pourront en obtenir le rachat qu'à la liquidation du Fonds, ou après que les parts A émises aient été rachetées ou amorties à concurrence du montant auquel les parts A ont été libérées.

Cessions :

Le transfert de parts A entre porteurs ou à un tiers est possible. Les cessions de parts B ne peuvent intervenir qu'entre porteur de parts B et une personne à qui les parts B sont réservées (tel qu'indiqué ci-dessus), sous réserve de l'agrément préalable de la Société de gestion.

Frais de fonctionnement :

- *Rémunération de la Société de gestion*

La rémunération annuelle de la Société de gestion est égale à 3,2% nets de toutes taxes :

(i) du montant total des souscriptions libérées, net de la valeur initiale des parts rachetées à l'initiative des porteurs dans le cadre de l'article 8 du Règlement, ceci durant une période de 6 ans à compter de la constitution du Fonds ; puis

(ii) du montant de l'Actif Net du Fonds (avec prise en compte, pour le trimestre concerné par le paiement, du dernier Actif Net certifié par le Commissaire aux comptes disponible au premier jour dudit trimestre) tel que ce terme est défini à l'article 11 du Règlement, ceci à compter de la 7^{ème} année suivant la constitution du Fonds, étant toutefois alors précisé que le montant ainsi pris en considération sera plafonné au montant total visé au (i) précédent.

Elle est payée à terme échu, le dernier jour de chaque trimestre civil.

- *Rémunération du Commissaire aux Comptes*

La rémunération annuelle du Commissaire aux Comptes sera au maximum de 10.764 euros TTC et sera à la charge du Fonds.

- *Rémunération du Dépositaire*

La rémunération annuelle du Dépositaire, payée par le Fonds, s'élèvera à 0,10% H T soit 0,1196% TTC du montant de l'actif net certifié par le Commissaire aux Comptes avec un montant minimum forfaitaire annuel de 5.000 euros HT soit 5.980 euros TTC.

Si un exercice n'a pas une durée de douze (12) mois, la rémunération du Dépositaire est calculée *pro rata temporis* pour chaque mois ou fraction de mois compris dans l'exercice.

L'actif net attesté par le Dépositaire à la fin du semestre précédant le semestre échu servira de base au calcul de cette rémunération. Aucune rémunération ne sera due au titre de la période précédant la date de calcul de la première valeur liquidative.

- *Frais d'administration du Fonds*

Le Fonds paiera tous les frais externes liés à l'administration du Fonds, tels que les frais de tenue de comptabilité, les primes d'assurance notamment SOFARIS, y compris l'assurance couvrant la responsabilité éventuelle des mandataires sociaux, les frais juridiques et fiscaux ou autres (notamment ceux occasionnés pour l'évaluation des actifs du Fonds) ainsi que les frais liés aux réunions des porteurs de parts et aux rapports préparés pour leur compte. Le montant annuel de ces frais sera au maximum de 0,598% TTC du montant des souscriptions.

- *Autres frais*

Dans la mesure du possible, les frais relatifs aux transactions elles-mêmes seront supportés par les sociétés cibles dans lesquelles le Fonds a investi.

Les frais qui ne sont pas pris en charge par ces sociétés (à savoir les « frais de transaction »), et notamment les frais d'intermédiaires et de courtage, les frais d'étude et d'audit, les frais juridiques, fiscaux et comptables, les frais de suivi des participations, les frais et indemnités liés à d'éventuels litiges dans lesquels le Fonds ou la Société de gestion ou chacun des Délégués et/ou leur équipe de gestion sont impliqués dans le cadre de la gestion du portefeuille du Fonds (hormis les frais et indemnités liés à des litiges où la faute grave et intentionnelle de la Société de gestion ou de chacun des Délégués est judiciairement et définitivement constatée), les frais d'étude liés aux projets d'investissement ou de désinvestissement qui n'auront pas pu se concrétiser, ainsi que les droits et taxes qui peuvent être dus au titre d'acquisitions ou de ventes effectuées par le Fonds (notamment des droits d'enregistrement visés à l'article 726 du Code Général des Impôts), seront supportés par le Fonds.

Le montant annuel de ces frais de transaction sur la durée de vie du Fonds est estimé au maximum à 0,90 % TTC du Montant Maximum des souscriptions.

- *Commission de constitution*

Une commission de constitution sera prélevée sur les souscriptions versées dans le Fonds pour rembourser la Société de gestion (de) et/ou payer directement, tous les frais préliminaires encourus dans le cadre de la création, de l'organisation et de la promotion du Fonds, y compris les frais juridiques, comptables, tous frais externes encourus par l'équipe dans l'organisation et la promotion du Fonds, les frais d'impressions ou de poste, tous frais relatifs au remboursement de frais des agents de placement, courtiers ou autres intermédiaires. Cette commission de constitution est évaluée à un montant maximum de 1,20% TTC du montant total des souscriptions.

**Tableau récapitulatif des frais (TTC ou nets de taxe)
(Fonds libellé en euros):**

L'AMF appelle l'attention des souscripteurs sur le niveau élevé des frais directs et indirects maximum auxquels est exposé ce fonds. La rentabilité de l'investissement envisagé suppose donc une performance élevée.

	Pourcentage ou forfait	Assiette du calcul	Périodicité
Rémunération de la Société de gestion	3,2% net de taxe / an	Montant total des souscriptions libérées net des rachats individuels (6 premières années) Puis Montant actif net du fonds (à compter de 7 ^{ème} année), plafonné au montant précédent)	Trimestrielle à terme échu
Rémunération du dépositaire	0,1196% TTC maximum /an 5.980 € minimum	Montant actif net certifié par le Commissaire aux Comptes ou forfait	Semestrielle à terme échu
Rémunération du commissaire aux comptes	10.764 € TTC maximum /an	Forfaitaire	A réception de facture
Frais d'administration du Fonds (frais de comptabilité, assurance Sofaris, reporting aux porteurs de parts)	0,598% TTC maximum /an	Montant total des souscriptions	A réception de facture
Autres frais – frais de transaction estimés (frais d'étude, de courtage, d'audit, frais liés au x acquisitions et cessions, frais d'abandon de dossiers d'investissement)	0,90% maximum /an sur la durée de vie du Fonds	Montant Maximum des Souscriptions	A réception de facture
Commission de constitution	1,20% maximum	Montant total des souscriptions	Après clôture des souscriptions
Frais liés aux Rachats de parts demandés par les porteurs	2%	Prix de rachat	A chaque rachat
Frais de gestion des OPCVM figurant à l'actif du Fonds (si le Fonds est investi à plus de 50% dans d'autres OPCVM)	5,98 % net de taxe maximum /an	actif net desdits OPCVM	Fonction de chaque OPCVM dans lequel le Fonds investi
Droits d'entrée	5% net de taxe	Montant souscrit par le porteur	A la libération des souscriptions

La présente notice doit **obligatoirement être remise préalablement à la souscription** et mise à la disposition du public sur simple demande. Le règlement du Fonds, ainsi que le dernier document périodique sont disponibles auprès de la Société de gestion.

Adresse de la Société de gestion : 37-41 rue du Rocher 75008 Paris
Adresse du dépositaire : 1-3, place Valhubert 75013 Paris
Lieu et mode de publication de la valeur liquidative : siège social de la Société de gestion OMNES Capital

Date d'agrément du fonds commun de placement à risques par l'AMF : 28 mars 2008
Date d'édition de la notice d'information : 16 mai 2014